
LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE

PITRES / BEAUMONT LE ROGER / FRANCHEVILLE / LOUVIERS

Code Groupe 97, 106, 121, 171 et 314

**Travaux de chauffage/ventilation sur 23 logements
individuels**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P. Titre II Dispositions générales

Aux Marchés de travaux « Bâtiment »

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES C.C.A.P. TITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

MARCHE DE TRAVAUX « Bâtiment »

S O M M A I R E

1	DÉFINITION DE L'OPÉRATION - OBJET DU MARCHÉ.....	8
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION	8
1.2	OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX	8
1.3	PROCEDURE DE CONSULTATION.....	8
2	PARTIES CONTRACTANTES et autres intervenants	8
2.1	LES PARTIES CONTRACTANTES.....	8
2.2	LES AUTRES INTERVENANTS.....	9
-	2.2.1 Le Conducteur d'Opération ou l'assistant à maître d'ouvrage.....	9
-	2.2.2 Le Maître d'Œuvre, les Ingénieurs Conseils, les Bureaux d'Études.....	9
-	2.2.3 Le Contrôleur Technique	9
-	2.2.4 Le coordonnateur sécurité et protection de la santé	9
-	2.2.5 Le pilote - Responsable de l'ordonnancement, de pilotage et de coordination - O.P.C.....	9
2.2.5.1	Rappel des missions de l'OPC	10
2.2.5.1.1	Pendant la période de préparation	10
2.2.5.1.2	Pendant le chantier	10
2.2.5.1.3	Lors de la réception et la levée des réserves.....	11
3	PIECES CONTRACTUELLES.....	11
4	NATURE, COMPOSITION ET VARIATION DES PRIX.....	13
4.1	NATURE DES PRIX	13
4.2	VARIATION DES PRIX	14
-	4.2.1 Mois d'établissement des prix.....	14
-	4.2.2 Actualisation des prix	14
-	4.2.3 Révision de prix	14
5	DÉLAIS D'EXÉCUTION - OUVRAGES TÉMOINS.....	15

5.1	DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
-	5.1.1 Délai de préparation et installation du chantier	15
-	5.1.2 Délai de déroulement du chantier.....	16
5.2	OUVRAGES TEMOINS	16
6	ORGANISATION DU CHANTIER	17
6.1	OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS VIS-A-VIS DU PILOTE	17
6.2	DISPOSITIONS EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	17
6.3	RESPONSABILITE DES TRAVAUX.....	18
-	6.3.1 Rôle de l'entrepreneur.....	18
-	6.3.2 Rôle du mandataire commun dans le cas d'un marché passé avec un groupement d'entrepreneurs....	19
6.4	SOUS-TRAITANCE OU APPORT	20
6.5	PERIODE DE PREPARATION	21
6.6	PREPARATION DES TRAVAUX.....	21
-	6.6.1 Implantation des bâtiments et des voiries, réseaux & piquetage.....	22
-	6.6.2 Études préparatoires	23
-	6.6.3 Plan d'organisation de chantier	23
6.7	ORGANISATION DES CHANTIERS - RELATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	24
-	6.7.1 Organisation collective du chantier	24
-	6.7.2 Obligations liées à la police du chantier et au respect de la légalité	24
-	6.7.3 Cahier des charges de cession du terrain	25
-	6.7.4 Obligations liées à l'occupation des lieux	25
-	6.7.5 Organisation matérielle du chantier	25
6.7.5.1	Clôtures de chantier	25
6.7.5.2	Signalisation du chantier	25
6.7.5.3	Panneau de chantier.....	26
6.7.5.4	Publicité	26
6.7.5.5	Desserte du chantier et gardiennage.....	26
6.7.5.6	Bureaux de chantier	26
6.7.5.7	Installations provisoires	27
6.7.5.8	Entretien de la voirie - Branchements.....	27
6.7.5.9	Protection des fouilles.....	28
6.7.5.10	Respect des plantations	28
6.7.5.11	Protection du site et avoisinants	28
6.7.5.12	Emploi d'explosifs.....	28
6.7.5.13	Sujétions résultant des services publics et des concessionnaires	28
6.7.5.14	Stockage de matériel et de matériaux	28
6.7.5.15	Matériels	29
6.7.5.16	Moteurs et appareils mécaniques.....	29
-	6.7.6 Contenu du compte prorata.....	29

- 6.7.7	Coordination avec les Travaux de V.R.D.....	30
- 6.7.8	Dispositions particulières en cas de marché de travaux passés en corps d'états séparés.....	30
- 6.7.9	Dispositions particulières en cas de marché de travaux d'amélioration de l'habitat existant.....	30
6.7.9.1	Main d'œuvre.....	31
6.7.9.2	Organisation du chantier.....	31
6.7.9.3	Constat d'achèvement des travaux privatifs.....	31
6.7.9.4	Délais d'exécution.....	31
- 6.7.10	Dispositions spécifiques applicables aux lots de travaux de VRD.....	28
6.7.10.1	Coordination avec les travaux de bâtiment.....	31
6.7.10.2	Protection du chantier.....	32
7	EXÉCUTION DES TRAVAUX - CONTRÔLE - RÉCEPTION	33
7.1	MESURES D'ORDRE SOCIAL - MAIN D'ŒUVRE.....	33
7.2	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	33
- 7.2.1	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérifications préalables.....	33
- 7.2.2	Direction des travaux.....	34
- 7.2.3	Matériaux - Fournitures – Échantillons.....	35
- 7.2.4	Locaux et ouvrages témoins.....	35
- 7.2.5	Documents techniques.....	36
- 7.2.6	Vues photographiques.....	36
- 7.2.7	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.....	36
- 7.2.8	Tranchées, percements, trous, scellements et raccords.....	37
- 7.2.9	Préchauffage.....	37
- 7.2.10	Attachements.....	38
- 7.2.11	Déroulement des travaux.....	38
- 7.2.12	Rendez-vous de chantier.....	39
- 7.2.13	Accès au chantier.....	40
- 7.2.14	Essais sur matériaux et fournitures.....	40
- 7.2.15	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	40
- 7.2.16	Qualité des travaux.....	41
- 7.2.17	Vices de construction.....	41
- 7.2.18	Cessation absolue ou ajournement des travaux.....	42
7.3	QUALITE - RECEPTION DES TRAVAUX.....	42
- 7.3.1	Généralités.....	42
- 7.3.2	Organisation de la réception.....	42
7.3.2.1	Cas où les travaux sont recevables.....	43
7.3.2.2	Cas où les travaux sont ne sont pas recevables.....	43

- 7.3.3 Documents de récolement	43
- 7.3.4 Levée des réserves	44
- 7.3.5 Modalités particulières concernant la réception des ouvrages de VRD	44
- 7.3.6 Modalités particulières aux installations de chauffage central et de climatisation desservant plusieurs bâtiments.....	44
- 7.3.7 Modalités particulières aux installations diverses.....	44
- 7.3.8 Modalités particulières aux travaux en site occupé.....	45
- 7.3.9 Labels, essais, et organismes d'agrément et de contrôle des installations.....	45
7.3.9.1 Essais acoustiques.....	45
7.3.9.2 Labels	45
7.3.9.3 Honoraires du Consuel et Qualigaz.....	45
8 CALENDRIERS D'EXÉCUTION - DÉLAIS –PÉNALITÉS	46
8.1 DELAIS D'EXECUTION	46
- 8.1.1 Modification des délais	46
8.2 CALENDRIER GENERAL D'EXECUTION	46
8.3 CALENDRIER DETAILLE	47
8.4 PENALITES.....	47
- 8.4.1 Pénalité pour retard dans l'exécution	47
- 8.4.2 Pénalité pour retard dans la levée des réserves après réception	47
- 8.4.3 Pénalité pour retard de fourniture de documents d'exécution.....	47
- 8.4.4 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion	48
- 8.4.5 Autres pénalités.....	48
8.4.5.1 Pénalité pour retard dans la remise des mémoires et décomptes définitifs	48
8.4.5.2 Pénalité pour retard dans la libération, le nettoyage et la remise en état du chantier	48
8.4.5.3 Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier	49
8.4.5.4 Pénalité pour manquements en matière de sécurité et protection de la santé	49
8.4.5.5 Pénalité pour retard dans la remise des plans et documents de récolement	49
8.4.5.6 Pénalité pour retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux	49
8.4.5.7 Pénalité pour retard dans la fourniture de documents concernant un sous-traitant	49
8.4.5.8 Pénalité pour retard dans la présentation sur chantier des échantillons et prototypes	49
8.4.5.9 Pénalité pour retard dans les essais COPREC	49
8.4.5.10 Autres pénalités	50
9 RESPONSABILITES ET GARANTIES	50
9.1 PERIODES DE GARANTIE	50
9.2 ASSURANCES	50
- 9.2.1 Polices souscrites par le maître d'ouvrage	50
9.2.1.1 Dommages-Ouvrage.....	51
9.2.1.2 Garanties complémentaires à l'assurance dommage-ouvrage.....	51

- 9.2.2 Garantie d'assurance des intervenants, notamment des entrepreneurs	51
9.2.2.1 Garantie décennale des ouvrages de bâtiment	51
9.2.2.2 Polices de responsabilité civile	52
9.2.2.3 Police souscrite par les fabricants d'EPERS.....	52
9.2.2.4 Assurance relative aux biens de l'entrepreneur et/ou des sous-traitants	52
- 9.2.3 Attestations d'assurances	52
- 9.2.4 Absence ou insuffisance de garanties	52
- 9.2.5 Sanction de défaut d'assurance.....	53
- 9.2.6 Cas particulier des travaux de désamiantage (retrait de flocage, neutralisation, décontamination, gestion des déchets ...)	53
10 ÉTABLISSEMENT DES COMPTES	53
10.1 MONTANT DU MARCHÉ.....	53
- 10.1.1 Travaux modificatifs et augmentatifs	54
10.1.1.1 Travaux ajoutés	54
10.1.1.2 Travaux de mise en conformité.....	55
10.1.1.3 Travaux supprimés	55
10.2 DECOMPTE PROVISoire.....	55
- 10.2.1 États mensuels	55
- 10.2.2 Base de règlement des comptes et modalités de calcul.....	55
10.3 MEMOIRE ET DECOMPTE DEFINITIFS.....	56
10.4 MODALITES DE REGLEMENT	57
11 FINANCEMENT ET GARANTIES	57
11.1 RETENUE DE GARANTIE.....	57
- 11.1.1 Caution en substitution de la retenue de garantie	57
11.2 AVANCE DE DEMARRAGE	58
11.3 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT	58
11.4 NANTISSEMENT.....	59
11.5 GARANTIE DE PAIEMENT DES ENTREPRISES.....	59
11.6 REFACTION	60
- 11.6.1 Non respect des performances.....	60
- 11.6.2 Non production d'attestation d'assurances.....	60
11.7 DIVERSES DISPOSITIONS FINANCIERES	60
- 11.7.1 Primes pour avance.....	60
- 11.7.2 Renonciation à recours.....	60
12 DISPOSITIONS DIVERSES	61
12.1 RESILIATION - MISE EN REGIE	61
- 12.1.1 Résiliation	61

- 12.1.2 Mise en régie.....	61
- 12.1.3 Conséquences de la résiliation ou de la mise en régie.....	61
12.1.3.1 Entrepreneur général.....	62
12.1.3.2 Groupement d'entrepreneurs.....	62
12.1.3.2.1 Cas général	62
12.1.3.2.2 Cas où la résiliation concerne un entrepreneur autre que le mandataire commun	63
12.1.3.2.3 Cas où la résiliation concerne le mandataire commun	63
12.2 ENREGISTREMENT ET TIMBRE	64
12.3 FRAIS DE DOSSIERS	64
12.4 PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	64
12.5 OBJETS TROUVES DANS LES FOUILLES	64
12.6 CONTENTIEUX ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	64
12.7 ÉLECTION DE DOMICILE	65
12.8 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	65

* * * * *

Le C.C.A.P. du marché de travaux au sein duquel il est inclus est constitué de deux cahiers qui se complètent (CCAP Titre I et II).

Le C.C.A.P. Titre I définit les dispositions particulières applicables à l'opération faisant l'objet du marché de travaux dont il fait partie. Il précise et peut modifier certaines dispositions du Titre II. En cas de contradiction, les dispositions indiquées au Titre I priment sur celles du Titre II.

Le C.C.A.P. Titre II définit les dispositions générales applicables à l'ensemble des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage précisé ci-dessus.

1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION - OBJET DU MARCHÉ

1.1 DEFINITION DE L'OPERATION

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet l'exécution des travaux tous corps d'état, pour la construction de l'opération décrite au CCAP Titre I.

1.2 OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est par domaine d'ouvrages précisé au CCAP Titre I.

La répartition des lots par ensemble d'ouvrages est précisée au CCAP Titre I.

Le devis descriptif définit l'objet et la consistance de chaque lot.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de donner ou de refuser les autorisations prévues par les articles 6.4 et 11.4 ci-après.

Tranche(s) conditionnelles(s)

Si l'opération comporte des tranches conditionnelles, les conditions de leurs éventuelles réalisations seront définies au C.C.A.P. Titre I.

Il est précisé que chaque tranche forme un ensemble cohérent et parfaitement défini. L'entrepreneur ne peut se prévaloir du chevauchement de plusieurs tranches pour ne pas exécuter chacune d'entre elles selon les prescriptions du présent marché.

1.3 PROCEDURE DE CONSULTATION

La consultation des entrepreneurs a lieu selon la procédure définie au CCAP Titre I dans les conditions précisées par les documents d'appel à la concurrence.

2 PARTIES CONTRACTANTES ET AUTRES INTERVANTS

2.1 LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- ☐ d'une part le Maître de l'Ouvrage désigné au C.C.A.P. Titre I, représenté comme précisé dans ce même article.
- ☐ d'autre part, l'entrepreneur, dont la soumission a été acceptée par le maître de l'ouvrage, agissant comme précisé au C.C.A.P. Titre I, à savoir :
 - Soit en tant qu'entrepreneur général,
 - Soit en tant que mandataire commun, c'est-à-dire tant en son nom personnel que pour le compte des

entrepreneurs groupés avec lui pour l'exécution du présent marché, ainsi qu'il ressort de la lettre d'accord jointe à la soumission,

- Soit en tant qu'entrepreneur séparé avec désignation d'un entrepreneur dominant au CCAP Titre I.

2.2 LES AUTRES INTERVENANTS

L'entrepreneur a connaissance que d'autres contrats lient le Maître de l'Ouvrage aux personnes désignées au C.C.A.P. Titre I qui interviennent également dans la réalisation des ouvrages. L'entrepreneur reconnaît ces intervenants comme interlocuteurs dont l'entrepreneur reconnaît connaître les fonctions précisées par contrats passés entre le maître d'ouvrage et lesdits prestataires.

2.2.1 Le Conducteur d'Opération ou l'assistant à maître d'ouvrage

Par la convention qu'elle a passée avec le Maître de l'Ouvrage, la Société définie au C.C.A.P. Titre I est notamment chargée de la conduite de l'opération.

A ce titre, elle est l'interlocuteur de tous les intervenants et en particulier de l'entrepreneur pour l'exécution du présent marché jusqu'au stade qui est précisé au C.C.A.P. Titre I.

2.2.2 Le Maître d'Œuvre, les Ingénieurs Conseils, les Bureaux d'Études

L'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée de prestataires indiqués au C.C.A.P. Titre I qui désigne également le mandataire commun de cette équipe.

Il est précisé que la Maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de conception et de réalisation. Elle n'a pas en charge l'élaboration ni la responsabilité du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, les études d'exécution des ouvrages (PEO) et les spécifications techniques détaillées (STD).

La liste des plans fournis par la Maîtrise d'œuvre figure au CCAP Titre I. Les plans et autres documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, non fournis par la Maîtrise d'œuvre, sont à la charge et de la responsabilité des entreprises.

2.2.3 Le Contrôleur Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique, tel qu'il est défini dans le Code de la Construction et de l'Habitation aux articles R.111-29 à R 111-42, est assuré sur la base du protocole d'accord intervenu le 19 février 1979 et ses avenants successifs entre l'Union Nationale des Fédérations d'HLM et les contrôleurs techniques membres du COPREC et plus particulièrement au titre III.

L'entrepreneur accepte de soumettre au Contrôleur Technique tous ses plans, études, notes de calcul, procès verbaux d'essais et avis techniques. Il lui soumet également tous les matériaux et matériels qu'il envisage de mettre en œuvre. Il exécutera toutes les prescriptions complémentaires définies par le contrôleur technique et tiendra compte des remarques relatives à la composition et au mode de réalisation des ouvrages. Les prescriptions définies par le contrôleur technique avant et pendant les travaux sont pris en compte dans le prix global et forfaitaire remis par l'entreprise.

Le contrôleur technique des travaux ainsi que la mission qui lui est confiée sont indiqués au C.C.A.P. Titre I.

2.2.4 Le coordonnateur sécurité et protection de la santé

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé ainsi que la mission qui lui est confiée définie par la réglementation en vigueur sont indiqués au C.C.A.P. Titre I.

2.2.5 Le pilote - Responsable de l'ordonnancement, de pilotage et de coordination - O.P.C.

Les missions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux sont assurées par une société spécialisée désignée au C.C.A.P. Titre I indépendante de la maîtrise d'œuvre, ou par la maîtrise d'œuvre elle-même.

A défaut du pilote désigné, le maître d'œuvre ou le représentant du maître de l'ouvrage sera habilité à prendre toute mesure de nature à faciliter la coordination des entreprises.

2.2.5.1 Rappel des missions de l'OPC

Les définitions du rôle du Pilote explicité ci-dessous ne constituent pas les éléments contractuels du contenu de sa mission, mais veulent exprimer les limites de son intervention par rapport aux tâches que l'entreprise titulaire d'un marché doit considérer comme incluses dans son marché.

Sa mission comprend :

- Ordonnancement par le découpage des travaux en tâches élémentaires recueillies auprès des entreprises.
- Coordination par la planification générale des tâches ordonnancées permettant, notamment, d'identifier le chemin critique et de procéder aux corrections éventuelles par la modification des moyens entre les entreprises
- Pilotage par la gestion, le suivi et le rappel aux obligations des entreprises des interventions.

2.2.5.1.1 Pendant la période de préparation

La mission du Pilote consiste en :

- l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution en vérifiant que les calendriers détaillés opérationnels de chaque entreprise concernant les fabrications, approvisionnements, études et travaux sont cohérents avec le planning général.
- la coordination des besoins des entreprises pour établissement des projets d'installation de chantier et des plans d'installation de chantier à chaque phase d'intervention des entreprises,

2.2.5.1.2 Pendant le chantier

Le Pilote vérifie que les entreprises ont pris les dispositions et mis en œuvre les moyens tant au niveau des études, de la fabrication que sur le chantier pour respecter les délais et le planning détaillé. Il relance les défaillants, définit avec les entreprises les moyens en hommes et matériels nécessaires pour respecter les délais. En raison de l'importance des travaux qui sont réalisés en atelier, le Pilote organise, avec le Maître d'Œuvre, des visites en usine afin de procéder au contrôle du respect des délais de fabrication correspondants.

Le Pilote assiste à toutes les réunions de chantier au cours desquelles il développe le résultat des démarches exécutées dans le cadre de sa mission. Il diffuse et gère les comptes rendus des réunions de chantier de coordination.

Il constate périodiquement l'avancement des travaux, le compare aux prévisions des calendriers et relance les défaillants, informe le Maître d'Œuvre des retards qu'il constate.

Il analyse, en concertation avec l'(les) entrepreneur(s) concerné(s) les raisons des retards, étudie les moyens de les résorber, veille à ce qu'ils soient mis en œuvre et rend compte au Maître d'Œuvre.

Il impose, le cas échéant, l'élaboration d'un calendrier de rattrapage du retard constaté ainsi que les inflexions qu'il estimerait nécessaires dans l'enchaînement des tâches,

Il prépare les calendriers supplémentaires dont l'établissement se révèle nécessaire pour définir plus finement l'enchaînement des tâches se situant sur le chemin critique,

Il vérifie que les approvisionnements sont commandés et susceptibles d'être livrés à des dates compatibles avec les calendriers,

Il établit et maintient en permanence à jour l'état précisant les responsabilités de chaque entrepreneur en regard des retards constatés, et constate les arrêts de chantier pour intempéries et causes fortuites et propose leur prise en considération au Maître d'Œuvre dans la mesure où ils affectent des tâches situées sur le chemin critique.

Il anime une cellule composée des représentants de chaque entreprise sous-traitante afin d'assurer la coordination des approvisionnements et leur manutention en fonction (a) des besoins des entreprises, (b) des possibilités d'installation des engins de levage et de leur disponibilité, (c) des zones d'installation et de stockage.

Il participe au comité de gestion principal et au comité de gestion restreint du compte des dépenses communes compte prorata et comptes interentreprises.

2.2.5.1.3 Lors de la réception et la levée des réserves

Il participe à la réception afin d'assurer une information complète des entreprises sur les réserves. Il coordonne et pilote la levée des réserves.

3 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles constituant le marché sont désignées ci-dessous, dans l'ordre où elles prévalent les unes sur les autres en cas de contradiction entre elles.

Il est précisé que toutes les clauses sont de rigueur, aucune d'elles ne pourra être réputée comminatoire. Aucune dérogation aux stipulations du marché ne sera admise, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un accord écrit entre les parties.

Les documents non joints matériellement au marché ont une valeur contractuelle et les entrepreneurs sont réputés en avoir une parfaite connaissance.

1. La soumission de l'entrepreneur valant acte d'engagement obligatoirement complétée par :
 - a. La lettre d'accord des entrepreneurs groupés sous l'égide du mandataire commun, dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs ;
 - b. Un extrait justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (extrait K BIS) ;
 - c. Les pouvoirs du signataire de la soumission (permettant de définir complètement la chaîne de délégation de pouvoir et de signature depuis la personne représentant la société indiquée à l'extrait Kbis jusqu'au signataire de la soumission).
 - d. La carte de qualification et les attestations d'assurance prévues à l'article 9.2 ci-après, en cours de validité, pour chacun des entrepreneurs et de leurs sous-traitants. Les qualifications et les garanties d'assurance de chacun doivent correspondre à la technique des travaux exécutés par lui au titre du marché.
 - e. l'attestation de fourniture de déclaration sociale, émanant de l'organisme de protection social chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant à l'entrepreneur et datant de moins d'un an.
 - f. les attestations prévues à la loi n° 91-1983 du 31 décembre 1991 relative à la lutte contre le travail clandestin ;
 - g. Une attestation sur l'honneur établie par l'entrepreneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du Travail.
 - h. Une attestation sur l'honneur que l'entrepreneur n'a pas fait ou que toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans son établissement, n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
 - i. le bordereau des prix des matériaux et fournitures approvisionnés sur le chantier (ou, état néant s'il n'y en a pas) ;
 - j. La notification du marché et l'ordre de service N°1 prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

La date de la notification du marché constituera la date du marché.

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux constitue le début du délai contractuel.

Le Maître de l'Ouvrage ne saurait être engagé d'une manière quelconque vis-à-vis des entrepreneurs avant ces notifications et

les entrepreneurs ne pourront prétendre à aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit, si le Maître de l'Ouvrage ne donnait pas suite à la consultation lancée.

2. Le Cahier des Causes Administratives Particulières composé des Titres I et II inclus au marché.
3. Le calendrier général d'exécution des travaux
4. Le règlement sanitaire départemental (document non joint) ou, à défaut, le règlement sanitaire départemental type des circulaires des 9 août 1978 et 26 avril 1982 du Ministère de la Santé complété et/ou modifié.
5. Les fiches techniques (document non joint) des services départementaux de Sécurité et de lutte contre l'Incendie, quand elles existent et font l'objet d'arrêtés préfectoraux en vigueur.
6. Les notes techniques et recommandations (documents non joints) de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés, notamment celles relatives à la sécurité et à la prévention des risques sur les chantiers.
7. Le devis descriptif détaillé des travaux à effectuer comprenant :
 - a. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses éventuels additifs tels qu'ils figurent au C.C.A.P. Titre I.
 - b. Les prescriptions techniques générales (document non joint) en vigueur le jour précédant la date de la soumission, notamment celles auxquelles se réfère le devis descriptif (D.T.U., Normes, Avis Techniques, ...).
 - c. Les fascicules du C.C.T.G. et les fascicules du C.P.C. applicables aux marchés de travaux publics passés au nom de l'État, en vigueur au moment de la soumission.
8. La série des plans énumérés dans la liste jointe au C.C.A.P. Titre I.

Ces plans établis par le Maître d'Œuvre auteur du projet, définissent d'une façon complète les ouvrages (Bâtiment et Voirie Réseaux et Divers, infrastructures et espaces verts) à réaliser.
9. Le devis quantitatif et estimatif détaillé

Il donne la décomposition du prix global forfaitaire par corps d'état et par type d'ouvrage. Les erreurs qui peuvent être relevées dans ce devis après remise des offres ne peuvent en aucun cas conduire à des modifications du prix global forfaitaire porté à la soumission.

Cette décomposition n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part, l'établissement des acomptes mensuels et, d'autre part, le décompte des travaux ajoutés ou supprimés en cours de chantier par le Maître de l'Ouvrage.

Si, pour faciliter l'établissement de l'offre, un détail quantitatif a été joint au dossier de consultation, celui-ci n'a pas de caractère contractuel. L'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux décrits dans les pièces contractuelles du marché.
10. La Norme NFP 03 001 en vigueur à la date de notification du marché (document non joint) applicable aux marchés de travaux de bâtiment faisant objet de marchés privés constituant le cahier des clauses administratives générales, document désigné ci-après par C.C.A.G. pour les lots indiqués au C.C.A.P. Titre I comme relevant du secteur « Bâtiment » auquel il est dérogé par le présent C.C.A.P. et les différents documents constitutifs du marché conformément à l'article 1.3 dudit C.C.A.G.
11. La Norme NFP 03 002 en vigueur à la date de notification du marché (document non joint) applicable aux travaux de génie civil constituant le cahier des clauses administratives générales pour les lots indiqués au C.C.A.P. Titre I comme relevant du secteur « Travaux de génie civil ou VRD » auquel il est dérogé par le présent C.C.A.P. et les différents documents constitutifs du marché conformément à l'article 1.3 dudit C.C.A.G.
12. L'arrêté de permis de construire et ses annexes ou la déclaration des travaux exemptés de permis désigné au C.C.A.P. Titre I.
13. L'arrêté de permis de démolir et ses annexes désignées au C.C.A.P. Titre I.

14. L'arrêté de lotissement et ses annexes désignées au C.C.A.P. Titre I.
15. Le Cahier des Charges de cession de terrain et ses annexes désignées au C.C.A.P. Titre I.
16. Les règlements de voirie éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération (document non joint).

NOTAS :

L'ensemble des pièces contractuelles fait l'objet d'une nomenclature datée et signée par les parties.

Les documents non joints au marché, sont réputés connus des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel et doivent se les procurer à leurs frais.

Les ordres de service seront signés par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre

L'entrepreneur doit accuser réception de tous les ordres de services qui lui sont transmis dans un délai de 7 jours francs ou de 24 heures dans le cas d'ordre(s) de services stipulant un tel délai pour des motifs de sécurité ou d'urgence. Le défaut d'accusé de réception dans les délais ci-dessus vaut acceptation sans réserve des stipulations desdits ordres de services.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de services sont adressés au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

4 NATURE, COMPOSITION ET VARIATION DES PRIX

4.1 NATURE DES PRIX

Le marché est passé à prix global forfaitaire pour l'ensemble des travaux définis par les pièces contractuelles, y compris ceux de fondations.

Ce prix est le montant indiqué par l'entrepreneur dans sa soumission, exprimé successivement hors T.V.A. (H.T.) et T.V.A. comprise (T.T.C.), en lettres et en chiffres.

Le prix est réputé comprendre toutes dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, l'obtention des consuels et labels, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques et au CCTP et les frais de compte interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux et effectué les vérifications préalables tel que précisé au § 7.2.1.

Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage (conforme aux prescriptions du contrôleur technique), les frais généraux, frais d'assurance, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices.

Ce prix comprend toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les prix sont réputés également comprendre toutes les sujétions de réalisation, notamment :

- les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité, de vérification des installations techniques et du Contrôleur Technique ainsi que les sujétions dues à toutes les mesures faites par les organismes ci-dessus ;
- les réparations dues pour dégradation des voies publiques, s'il est établi que la faute en incombe au titulaire du lot ;
- les frais d'établissement des plans d'entreprise relatifs aux ouvrages exécutés ;
- les sujétions engendrées par la mise en œuvre de moyens supplémentaires en matériel, personnel, etc., en

plus de ceux prévus et chiffrés initialement par l'entrepreneur pour respecter les délais, s'il est établi que la faute en incombe au titulaire du lot. Ces moyens supplémentaires devront être mis en place sans délai, indépendamment de la recherche de responsabilité, à la demande du Maître d'Œuvre ou du Pilote.

A l'exception des seules sujétions explicitement mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux et de nature de sol où s'exécutent les travaux, et plus particulièrement que ces sujétions résultent :

- des phénomènes naturels
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause.

Il est notamment précisé à cet égard que :

Toutes ambiguïtés ou imprécisions constatées après la signature du marché entre les différents corps d'état et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis, descriptifs, etc., seront réglées par l'entreprise dans le cadre du marché.

Les prix sont établis en tenant compte des possibilités de travailler sur le chantier en 1 ou 2 équipes (travail posté) et éventuellement les week-ends pour respecter les délais, les autorisations nécessaires étant à la charge de l'entreprise.

4.2 VARIATION DES PRIX

4.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix forfaitaires sont établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué au C.C.A.P. Titre I.

Ces prix seront éventuellement actualisés et révisés dans les conditions suivantes :

4.2.2 Actualisation des prix

Les prix du marché peuvent être actualisés au cas où la date prescrite pour l'ouverture du chantier, fixée par ordre de service est postérieure à celle mentionnée au C.C.A.P. Titre I.

Dans ce cas, les montants des travaux de tous les corps d'état sont actualisés à une date antérieure de trois mois à celle prescrite pour le démarrage des travaux sur l'ordre de service N°1 et non pas aux dates d'intervention des différents corps d'état.

Cette actualisation se fait par application au montant total initial du marché, du coefficient calculé selon la formule contractuelle définie à l'article ci-dessous, sans partie fixe.

4.2.3 Révision de prix

Si les prix viennent à varier pendant le délai contractuel d'exécution, les situations mensuelles sont révisées en hausse comme en baisse. En attendant la publication des valeurs des index du mois d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage accepte de réviser provisoirement les situations mensuelles. A cet effet, le coefficient de révision provisoire est calculé avec les dernières valeurs connues de chaque index. Dès que les valeurs des index du mois d'exécution des travaux sont connues et à l'occasion de la présentation d'un état de situation, la révision de prix est calculée avec le coefficient définitif, la régularisation en plus ou en moins étant faite automatiquement.

Les prix d'origine à considérer sont :

- soit les prix du marché,

- soit les prix actualisés dans les conditions de l'article ci-dessus.

Pour déterminer le montant révisé de la partie du marché exécutée dans le mois considéré, on calcule la différence entre :

- le montant total des travaux exécutés et des approvisionnements pris en compte à la fin du mois considéré avant application des diverses retenues

et

- le même montant à la fin du mois précédent,

et on applique à cette différence, minorée le cas échéant, du montant de la part d'avance de démarrage à rembourser, telle que celle-ci est définie à l'article ci-après, le coefficient résultant de la formule suivante :

Coefficient de révision : $0,15 + 0,85 Z$

avec $Z = a.I/I_o + b.I'/I'o + c.I''/I''o + \dots$

- $I_o, I'o, I''o$ étant les valeurs des index nationaux bâtiment (B.T.) pour les lots du secteur « Bâtiment » et T.P. pour les lots du secteur « VRD, infrastructure, Travaux publics ». Chacune de ces valeurs prises pour le mois de référence du prix d'origine tel qu'il est défini ci-dessus ;
- I, I', I'' étant les valeurs des mêmes index applicables pour le mois auquel correspond la situation considérée.
- a, b, c, \dots étant des coefficients forfaitaires dont la somme est égale à l'unité, choisis de manière à refléter l'importance, dans la composition du prix initial, des valeurs d'ouvrages rattachées à chaque index.

Retard d'exécution

Il est précisé qu'en cas de retard dans l'exécution des travaux, le montant des travaux effectués après expiration du délai contractuel est révisé en appliquant un coefficient égal à la moyenne arithmétique des coefficients de révision admis pour les différents mois de la période contractuelle.

Si toutefois ce coefficient moyen est supérieur à la valeur du coefficient calculé pour le dernier mois de la période contractuelle, c'est ce dernier coefficient qui est appliqué.

5 DÉLAIS D'EXÉCUTION - OUVRAGES TÉMOINS

5.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global contractuel d'exécution et de livraison des ouvrages, tel qu'il est défini au présent article est fixé au C.C.A.P. Titre I.

Les éventuels délais partiels de livraison sont fixés au C.C.A.P. Titre I.

Il est composé de :

- Le délai de préparation et d'installation du chantier
- Le délai de déroulement du chantier

5.1.1 Délai de préparation et installation du chantier

Il court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Le délai de préparation et d'installation du chantier est fixé au CCAP Titre I ; par défaut, il est fixé à 2 mois.

Durant ce délai, les tâches énumérées aux articles 6.5 et 6.6 devront être réalisées.

Ce délai est inclus au délai contractuel défini au CCAP Titre I.

Néanmoins, ce délai pourra être modifié selon que les entreprises retenues se seront engagées dans une démarche d'insertion.

En effet, le Maître d'Ouvrage pourra admettre un délai d'exécution plus long pour tenir compte du temps nécessaire à la formation et à l'apprentissage des personnels embauchés au titre de l'insertion.

A cet égard, il est précisé que le calendrier d'exécution mis au point pendant la période de préparation du chantier devra prévoir un temps d'adaptation et des cadences d'exécution compatibles avec les objectifs de l'insertion tant au niveau social que professionnel.

A l'issue de la période de préparation, le calendrier d'exécution deviendra contractuel et les délais arrêtés seront scrupuleusement respectés.

5.1.2 Délai de déroulement du chantier

Le délai de déroulement du chantier est fixé au CCAP Titre I.

Il commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service N°1 transmis par le Maître de l'Ouvrage.

Bien que dans le cas d'entrepreneurs séparés, le délai de déroulement du chantier commence à courir pour l'entrepreneur concerné à compter de la date prévue par le calendrier d'exécution mis au point pendant la période de préparation, tout entrepreneur est néanmoins tenu de se tenir au courant de l'avancement du chantier et d'assister aux réunions pour lesquelles il est convoqué par le Maître d'œuvre et / ou le Pilote.

Ce délai englobe le déroulement normal du chantier ainsi que le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et des abords.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines.
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

En fonction de la date d'achèvement des travaux, le délai pourra être prolongé pour les seuls travaux de plantation de manière à ce qu'ils puissent être réalisés pendant la première période d'arrêt végétatif suivant l'achèvement des travaux de bâtiment et VRD sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il puisse être faite application de pénalités pour retard. Cette disposition est précisée au CCAP Titre I ou par voie d'avenant.

5.2 OUVRAGES TEMOINS

L'entrepreneur, dans le cadre de son forfait, doit réaliser et présenter, dans le délai de présentation fixé au C.C.A.P. Titre I les ouvrages témoins décrits au même chapitre.

Il est précisé que pour les bâtiments collectifs, en plus des ouvrages témoins définis au C.C.A.P. Titre I, l'entrepreneur devra réaliser à titre d'ouvrage témoin un palier d'étage courant et une volée d'escalier attenante, d'un hall d'entrée dont les prestations sont conformes aux dispositions du marché.

Les raccordements des installations des ouvrages témoins aux différents réseaux devront être réalisés dans le délai imparti pour leur livraison. Toutefois, si ces raccordements n'étaient pas techniquement réalisables dans leur phase définitive au moment de cette livraison, l'entrepreneur devra néanmoins assurer à ses frais la desserte provisoire en électricité.

6 ORGANISATION DU CHANTIER

6.1 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS VIS-A-VIS DU PILOTE

Les entrepreneurs (séparés ou membres du groupement) devront respecter le planning établi par le pilote et mettre en œuvre toutes les mesures qu'il préconise.

Ils devront mettre gratuitement à la disposition du Pilote tous les documents nécessaires à l'exercice de sa mission et notamment :

- plans d'architecte, plans techniques et plans de V.R.D. ;
- devis descriptifs, notes techniques, devis estimatifs, rapports, description de procédés, etc.

Tous les entrepreneurs seront tenus de fournir au Pilote tous les renseignements sur les moyens à mettre en œuvre, les techniques employées et de veiller à l'exactitude des renseignements fournis, particulièrement sur la durée des opérations ; la signature du planning d'exécution emportera ipso facto la responsabilité en la matière.

Ils s'engagent à apporter leur collaboration au Pilote et à l'assister dans sa mission, en recherchant avec lui les mesures à appliquer pour respecter les délais et éventuellement pour résorber les retards dont ils seraient ou non responsables.

Ils devront respecter le planning établi par le Pilote et mettre en œuvre toutes les mesures qu'il préconise.

Il est précisé que le Pilote n'est pas soumis aux frais communs visés aux articles 6.7.6 (compte prorata).

6.2 DISPOSITIONS EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'entrepreneur devra satisfaire en tous points les obligations qui découlent de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux objets du présent marché.

L'entrepreneur est informé que le maître d'ouvrage a désigné un Coordonnateur santé-sécurité indiqué au C.C.A.P. Titre I.

L'entrepreneur atteste être informé que le présent chantier fait l'objet d'un Plan Général de Coordination (P.G.C.) tel que défini par la loi précitée et qu'il doit s'y conformer.

Ce P.G.C. fait partie intégrante du présent C.C.A.P. dont il constitue l'annexe 4 au Titre I et le prix du marché est réputé comprendre toutes les prescriptions et sujétions induites par ce plan.

L'entrepreneur doit, en particulier :

- donner au Coordonnateur SPS libre accès à tout endroit, toute personne, toute pièce et coopérer de façon active avec lui pour lui permettre d'exercer au mieux sa mission ;
- suivre de façon rigoureuse et dans les délais indiqués les instructions données par le coordonnateur ;
- adresser au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, selon les cas prévus par la loi, avant le début des travaux dans les 30 jours de la notification de l'ordre de service, à défaut d'autre délai fixé au P.G.C., son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et en faire obligation à tous ses sous-traitants dans les conditions fixées à l'article 6.4. Ce P.P.S.P.S. devra respecter en tous points les prescriptions réglementaires, issues du décret 94-1159, section 5 ;
- fournir gratuitement, et dans le délai maximum de 15 jours après la réception, sous les formes indiquées par le coordonnateur SPS, tous documents nécessaires à la constitution du "dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage" DIUO.

L'entrepreneur devra participer selon les modalités prévues par la loi et ses décrets et arrêtés d'application au collège interentreprises, santé, sécurité et conditions de travail (C.I.S.S.C.T.). S'il est prescrit réglementairement pour le présent chantier et en faire obligation à ses sous-traitants.

Au cas où il serait fait application de l'article 7 de la loi précitée, l'entrepreneur sera tenu de se conformer aux ordonnances du juge des référés sans pouvoir, à ce titre, formuler une quelconque réclamation ou prétendre à une indemnité.

L'entrepreneur principal, entrepreneur général ou mandataire de groupement, ou entrepreneur dominant en cas de marchés

en corps d'état séparés, doit, préalablement à la remise de son offre, s'assurer que les conditions de desserte du chantier en voirie, eau, électricité, eaux usées, sont satisfaisantes vis-à-vis des conditions de santé, de sécurité, d'hygiène, de conditions de travail des personnels, et si elles ne l'étaient pas, proposer dans son offre les mesures chiffrées complémentaires nécessaires.

A défaut de cette proposition explicite, le site sera réputé desservi et l'entrepreneur principal devra toute disposition qui pourrait être exigée ultérieurement, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix.

6.3 RESPONSABILITE DES TRAVAUX

6.3.1 Rôle de l'entrepreneur

La signature du C.C.A.P. rend l'entrepreneur responsable de l'accomplissement des travaux dans leur totalité aux conditions du marché.

Pendant la durée des travaux et jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement à laquelle l'entrepreneur est tenu pendant le délai d'un an à compter de la réception, celui-ci est responsable des travaux réalisés par ses sous-traitants, soit au titre de leur marché, soit pour la levée des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit pour la réparation des dommages révélés postérieurement à la réception et notifiés par écrit par le Maître de l'Ouvrage à l'entrepreneur avant la fin du délai d'un an susvisé.

Cette responsabilité demeure pour les dommages révélés postérieurement à la réception, jusqu'au bon achèvement des travaux de réparation exigés au titre de la garantie de parfait achèvement constaté d'un commun accord et formalisé par la rédaction d'un procès-verbal, ou, à défaut judiciairement.

L'entrepreneur communique, sous sa responsabilité, au Maître de l'Ouvrage, avant la signature du marché, la liste des fournisseurs ou entrepreneurs spécialisés qu'il a choisis pour les différents corps d'état sans que cette communication emporte agrément. En cas de défaillance de l'un d'eux, l'entrepreneur est tenu de le remplacer immédiatement, après accord du Maître de l'Ouvrage auquel auront été précisées les raisons du remplacement du sous-traitant éliminé, de telle sorte que les travaux ne souffrent aucun retard : aucune modification des délais et du prix ne devant en résulter.

Il appartient à l'entrepreneur demander la carte de qualification des entrepreneurs sous-traitants dont il s'est assuré le concours, ainsi que les attestations d'assurance en cours de validité et de les présenter au Maître de l'Ouvrage s'il en est requis.

L'entrepreneur fait son affaire de tous les frais afférents au chantier, sauf à les répartir entre les entrepreneurs spécialisés, sans que le Maître de l'Ouvrage ait à intervenir.

Il assure également la rémunération des travaux effectués par les entrepreneurs spécialisés, toutes les sommes dues par le Maître de l'Ouvrage en exécution du marché étant bien et valablement réglées par lui entre les mains de l'entrepreneur qui a, de convention expresse, seul qualité pour recevoir le paiement, sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après.

L'entrepreneur doit :

- reconnaître les emplacements réservés à son chantier ainsi que ses moyens d'accès,
- s'informer de tous les règlements administratifs auxquels il doit se conformer pour exécuter ses travaux,
- observer d'une part tous les règlements et consignes établis par le Maître d'Œuvre de l'ensemble de l'opération, ou par le maître d'œuvre VRD,
- travailler en parfaite coopération et coordination avec l'entrepreneur général ou le mandataire commun du groupement des entrepreneurs chargés de la réalisation des bâtiments.

Chaque entrepreneur doit en effet suivre l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au maître d'œuvre.

Il participe aussi à certaines dépenses relevant de l'organisation générale, telles que :

- la sécurité des travailleurs, la coordination des travaux, la mise en ordre du chantier, la réparation des dégâts non individualisés,
- le gardiennage du chantier,
- la conservation, l'entretien et le nettoyage périodique des voies, ouvrages et réseaux divers à exécuter par l'entrepreneur qui les a construits ; et éventuellement tous travaux d'entretien qui s'avèreraient nécessaires, sur les instructions du représentant du maître d'ouvrage, ou du maître d'œuvre.

L'entrepreneur doit également permettre le passage et la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics (ramassage des ordures, nettoyage des rues, etc.), ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes.

Il doit aussi prendre à ses frais et risques toutes les mesures nécessaires afin de supprimer, le plus possible, la gêne imposée aux usagers et aux voisins, notamment celle causée par les accès, les bruits des engins, les fumées, poussières et autres causes lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités et au fur et à mesure de l'occupation des logements. Le maître d'œuvre peut d'ailleurs, à cet effet, prescrire les mesures nécessaires et l'entrepreneur n'a droit de ce fait, ni à aucune indemnité ou relèvement de prix, ni à aucun délai supplémentaire.

Les travaux effectués au voisinage de lignes électriques, de câbles souterrains ou de conduits de transport de fluides, doivent faire l'objet, avant tout commencement d'exécution, d'une déclaration adressée par l'entrepreneur aux représentants locaux intéressés de la région concernée, conformément aux textes réglementaires en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

La présence de l'entrepreneur ou de son représentant qualifié est obligatoire à chaque rendez-vous de chantier.

6.3.2 Rôle du mandataire commun dans le cas d'un marché passé avec un groupement d'entrepreneurs

La signature du C.C.A.P. rend le mandataire commun solidairement responsable de l'accomplissement des travaux dans leur totalité aux conditions du marché.

Pendant la durée des travaux et jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement à laquelle les entrepreneurs sont tenus pendant le délai d'un an à compter de la réception, le mandataire commun est responsable, solidairement avec les entrepreneurs groupés, de la part des travaux leur incombant personnellement, soit au titre de leur marché, soit pour la réparation des dommages révélés postérieurement à la réception et notifiés par écrit par le maître de l'ouvrage au mandataire commun avant la fin du délai d'un an susvisé.

Cette responsabilité demeure pour les dommages révélés postérieurement à la réception, jusqu'au bon achèvement des travaux de réparation exigés au titre de la garantie de parfait achèvement constaté d'un commun accord et formalisé par la rédaction d'un procès-verbal, ou, à défaut judiciairement.

Le mandataire commun ne peut se substituer une autre personne sans l'autorisation écrite du maître de l'ouvrage.

Il doit dans les HUIT JOURS notifier au maître de l'ouvrage si l'un des entrepreneurs groupés vient à décéder ou devient justiciable de l'un des cas de résiliation prévus à l'article 12.1.1 du présent cahier. Il lui appartient également d'avertir le créancier qui a nanti le marché de l'entrepreneur défaillant.

Il règle tous les frais afférents au chantier, sauf à les répartir entre les entrepreneurs groupés ; ceux-ci font leur affaire entre eux sous la responsabilité du mandataire commun de l'établissement et du règlement du compte prorata, le maître de l'ouvrage restant entièrement étranger à ces opérations, sous réserve de l'application du 6.7.6 ci-après.

Le mandataire commun fait son affaire de tous les frais et diligences nécessaires à la bonne exécution des travaux qui font l'objet du marché, y compris les travaux urgents intéressant la stabilité des bâtiments. Le maître de l'ouvrage est tenu de mettre à la disposition du mandataire commun le terrain sur lequel les ouvrages doivent être édifiés et obtenir le permis de construire.

Dans le cas d'un lot exécuté par deux ou plusieurs entrepreneurs, ceux-ci doivent désigner l'un d'eux comme mandataire les représentant vis-à-vis du mandataire commun, du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre.

L'offre du mandataire commun inclut la rémunération de sa mission. En aucun cas, il ne pourra exiger une rémunération auprès des entreprises du groupement.

6.4 SOUS-TRAITANCE OU APPORT

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à la condition que les sous-traitants soient acceptés par le maître de l'ouvrage, cette acceptation devant être formalisée par un écrit.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché, tant envers le Maître de l'Ouvrage qu'envers les autres intervenants.

Cette demande établie sur un acte spécial de demande d'agrément constituant une annexe à l'acte d'engagement devra préciser :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- la nature des prestations et le montant des prestations sous-traitées
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance à savoir :
- les modalités de calcul et versement des avances et acomptes
- la date ou le mois d'établissement des prix
- les modalités d'actualisation et de révision des prix
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections, retenues diverses
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement
- le compte à créditer.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage ne sauraient être tacites.

De plus, les conditions de paiement devront être agréées exclusivement par le maître de l'ouvrage ou son représentant. A cet égard, les clauses d'actualisation ou de révision s'il en existe, devront être celles du marché principal.

La demande d'autorisation de sous-traiter et d'acceptation des conditions de paiement émanant d'une entreprise membre d'un groupement doit être présentée au Maître d'Ouvrage par le mandataire commun dudit groupement et visé par lui.

Les conditions de paiement seront constatées dans un acte spécial approuvé des parties intéressées, à savoir le titulaire du marché, le sous-traitant, le mandataire commun (en cas de groupement), le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage(en cas d'acceptation).

Le sous-traitant sera tenu de souscrire une assurance portant sur ses biens.

La sous-traitance sans acceptation préalable et écrite du maître de l'ouvrage expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 12.1.1.

Dans tous les cas, la demande d'agrément devra être accompagnée d'un accusé de réception du présent C.C.A.P. comprenant le P.G.C. par le sous-traitant, d'une copie de l'envoi du projet de P.P.S.P.S. du sous-traitant au coordonnateur.

Dans tous les cas, l'entrepreneur est informé que le maître d'ouvrage pourra refuser, sans autre motif une acceptation de sous-traitant si les délais légaux de production du P.P.S.P.S. correspondant sont susceptibles de compromettre le respect des calendriers d'exécution.

Il est précisé que dans le cadre d'une opération du niveau III au sens de l'article R 238.9 du Code du Travail, lorsque le marché a été attribué à un seul entrepreneur pour un lot unique et que celui-ci sous-traite une partie des travaux qui lui ont été confiés, cet entrepreneur devra supporter le coût de la mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dont la désignation a été rendue obligatoire pour son seul fait.

En cas d'acceptation du sous-traitant, l'entrepreneur demeurera néanmoins responsable de l'exécution de l'ensemble des travaux vis-à-vis du maître de l'ouvrage. De plus, l'entrepreneur devra pouvoir répondre du fait de son sous-traitant ou de tout évènement dommageable en relation avec l'exécution des travaux donnés en sous-traitance.

L'autorisation préalable du maître de l'ouvrage ne peut être accordée qu'au profit d'entrepreneurs justifiant des qualifications nécessaires et de l'assurance des responsabilités aux quelles l'entrepreneur principal est lui-même assujetti, tant en vertu de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et de ses décrets d'application qu'en vertu du présent cahier.

Cette autorisation ne peut être accordée qu'après mainlevée à hauteur de la ou des parts sous-traitées, du nantissement affectant éventuellement le contrat principal ou de la cession accordée en application de la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981.

Dès cette acceptation, l'entrepreneur indique au maître d'œuvre le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant.

L'entrepreneur est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître de l'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. Si sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation dans les quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt l'application des mesures prévues à l'article 8.4.5.7.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 12.1.1.

Le Maître de l'Ouvrage délivre également, sans frais, à l'entrepreneur, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct ou bénéficiant d'une délégation de paiement sont payés dans les conditions stipulées par le marché, l'avenant ou l'acte spécial.

La validité d'un avenant à un acte spécial de sous-traitance est subordonnée le cas échéant à l'accomplissement des formalités nécessaires à la réduction du nantissement.

Si le marché principal relève du titre II de la loi du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance, le sous-traitant accepté par le maître de l'ouvrage bénéficiera, ainsi que précisé au C.C.A.P. Titre I du paiement direct des travaux qu'il réalise.

Si le marché relève du titre I de la loi du 31 décembre 1975, à peine de nullité du sous-traité, les paiements de toutes les sommes dues par l'entrepreneur au sous-traitant, en application de ce sous-traité, sont garantis par une Caution Personnelle et Solidaire obtenue par l'entrepreneur auprès d'un établissement qualifié, agréé dans des conditions fixées par décret. Cependant, la caution n'aura pas lieu d'être fournie si l'entrepreneur délègue le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant dans les termes de l'article 1275 du Code Civil, à concurrence du montant des prestations exécutées par le sous-traitant.

L'entrepreneur doit lors de la remise de son offre initiale et des offres successives éventuelles, préciser s'il entend ou non faire appel à un sous-traitant dont l'intervention justifie que ce sous-traitant établisse un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, (P.P.S.P.S.). Dans l'affirmative, le maître d'ouvrage peut exiger d'avoir communication du projet définitif de contrat de sous-traitance préalablement à l'ordre de service, et exiger la notification du contrat dans les deux jours de l'ordre de service ; le délai légal de 30 jours d'établissement du P.P.S.P.S prend alors pour point de départ la date de l'ordre de service.

La sous-traitance par un sous-traitant est formellement interdite.

6.5 PERIODE DE PREPARATION

La durée de la période de préparation est comprise dans le délai contractuel d'exécution.

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur doit fournir le calendrier détaillé d'exécution, le plan d'organisation du chantier ainsi que les plans, notes et détails d'exécution.

Au cas où les travaux sont soumis à l'élaboration d'un P.P.S.P.S., la période de préparation intègre le délai d'élaboration et de remise dudit plan.

Le calendrier d'exécution détaillé devra tenir compte des contraintes liées à la déviation des réseaux, et autres opérations nécessaires à la réalisation des ouvrages.

6.6 PREPARATION DES TRAVAUX

Il sera procédé pendant la période de préparation aux opérations énoncées ci-dessous :

- L'établissement et la présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux (démolitions, terrassement).
- L'établissement du programme des vérifications techniques (auto contrôle) comportant :
 - Identification du responsable des vérifications techniques

- Définition des procédures de vérification.
- La remise de l'organigramme de l'encadrement de chantier et des études.
- L'établissement d'une note indiquant :
 - le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme de l'entreprise et les travaux à réaliser ;
 - les possibilités de contrôles systématiques prévus sur le matériel de fabrication d'une part, et sur le produit fabriqué d'autre part ;
 - l'adresse et la distance du chantier des décharges publiques ou privées de l'entrepreneur ;
 - les plans d'aménagement des emprises et installations de chantier montrant les accès et les circulations dans les différentes phases de travaux.

En ce qui concerne les plans d'exécution :

- L'entreprise se chargera d'établir la synthèse des plans d'exécution de son lot en prenant en compte celle des autres corps d'état.
- La liste des plans et notes méthodologiques fournis au Maître d'ouvrage pour information ;
- la provenance de tous les matériaux, ainsi que les nom et adresse de tous les fournisseurs, gîtes, carrières et ballastières.

En dehors de la période de préparation, l'entrepreneur devra fournir au Pilote, au plus tard le 25 de chaque mois, un programme de travaux faisant ressortir les prestations qu'il prévoit d'exécuter chaque jour du mois suivant.

Ces programmes mensuels seront envoyés pour copie Maître d'ouvrage et devront faire apparaître les moyens en hommes et matériels que l'entrepreneur envisage de mettre en place pour respecter le programme.

L'entrepreneur devra recueillir le visa du Contrôleur Technique sur les plans d'exécution avant tout début des travaux correspondants.

Dans le cas où des ouvrages seraient exécutés par l'entrepreneur avant que les plans d'exécution correspondants le Contrôleur Technique, l'entrepreneur devra les modifications ou démolitions et reprises d'ouvrage correspondant aux observations que le Contrôleur Technique pourraient être amenés à formuler.

6.6.1 Implantation des bâtiments et des voiries, réseaux & piquetage

L'entrepreneur de gros-œuvre doit fournir dans le délai d'un mois suivant l'ordre de service de démarrage des travaux, un certificat d'implantation des bâtiments établi par un géomètre expert agréé par le maître de l'ouvrage.

Le piquetage général sera effectué avant le commencement des travaux et pour tous les ouvrages dans les conditions et avec le degré de précision indiqués dans le CCTP. Les frais sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot Gros Œuvre.

Les axes d'implantation seront effectués par un géomètre expert DLPG que l'entrepreneur soumettra à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Ces axes seront effectués dans les 20 jours qui suivront l'ordre de service de commencement des travaux.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros Œuvre fournira un plan d'implantation des ouvrages sous forme de contre-calques et 3 tirages et un support informatique (fichier dwg sur CD ou DVD).

L'entrepreneur chargé du lot voirie et/ou réseaux est réputé avoir accepté l'implantation et le nivellement des ouvrages à réaliser. Il doit faire établir, à ses frais, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service de démarrage des travaux, par le géomètre expert agréé par le Maître de l'Ouvrage, l'implantation des voies et réseaux.

Il doit conserver tous les repères, bornes et piquets dont le maître d'œuvre exigerait le maintien pendant la durée des travaux.

Il est réputé également avoir vérifié et accepté le levé topographique joint au dossier.

Les entrepreneurs concernés par les implantations doivent fournir au maître d'ouvrage dans le délais maximal d'un mois après l'ordre de service de démarrage des travaux le plan de synthèse d'implantation des ouvrages de bâtiment et voirie et réseaux établi par le géomètre agréé.

Les plans d'implantation seront transmis en copie au Maître d'Ouvrage par l'entrepreneur et sous la responsabilité de l'entreprise.

En fin de travaux, les entrepreneurs chargés des implantations fourniront, dans les mêmes conditions que ci-dessus pour le plan d'implantation, un plan de récolement des ouvrages.

6.6.2 Études préparatoires

L'entrepreneur établi ou fait établir, sous sa responsabilité, tous dessins d'exécution, calepins, épures, tracés, détail ainsi que toutes notes de calculs, notes explicatives et justificatives nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents sont soumis à la maîtrise d'œuvre en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire au fur et à mesure des besoins et, sauf dérogation expresse, au moins VINGT JOURS avant la mise en chantier, afin que l'Ingénieur puisse les vérifier et les rectifier s'il y a lieu avant de les approuver.

Tous les documents, plans et notes visés au présent article sont soumis au Contrôleur Technique avant d'être renvoyés par l'Ingénieur à l'entrepreneur.

Les notes de calcul sont établies conformément aux règles de calcul D.T.U. et plus généralement aux règles applicables aux travaux dépendant du Ministère de l'Urbanisme et du Logement et aux travaux privés.

Les modifications prescrites par l'Ingénieur ne diminuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur si celui-ci ne présente pas en temps utile des objections écrites et motivées. L'acceptation ou le rejet des réclamations présentées par l'entrepreneur, sont communiqués par l'Ingénieur au Maître de l'Ouvrage.

Si l'entrepreneur omet de soumettre à l'Ingénieur les documents visés au présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus des ouvrages et leur démolition à ses frais.

Il est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

Ces documents, sous une forme définitive, sont adressés au Maître de l'Ouvrage :

- Deux exemplaires, sur tirage ordinaire, avec le cachet d'approbation du Maître d'Œuvre, de l'Ingénieur et du Contrôleur Technique,
- Un exemplaire, sous forme reproductible.
- Un support informatique (fichier dwg) sur CD ou DVD.

6.6.3 Plan d'organisation de chantier

Pendant la période de préparation l'entrepreneur doit également fournir un plan ou devront figurer :

- L'emplacement des bureaux de chantier ;
- L'emplacement des centrales à béton avec leur stockage d'agréats, des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage ; l'emplacement des voies de grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert ;
- L'emplacement des monte-matériaux s'il y a lieu ;
- Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu ;
- Les transformateurs de chantier, les supprimeurs s'il y a lieu et les réservoirs d'eau ;
- Les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité ;
- Les bureaux de gardiennage (le cas échéant) ;

- Les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches) ;
- La voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que les accès, avec indication éventuelle des sens obligatoires ;
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès aux bureaux ;
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie ;
- L'emplacement des parkings provisoires ;
- Les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales et de déblais en attente de réemploi pour remblai ;
- L'emplacement du panneau de chantier et l'accès à l'ouvrage témoin ;
- Tous les détails non énumérés ci-dessus, mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation ;
- Nota : Il est spécifié que tout branchement d'installation de bétonnage ou de préfabrication (béton, plâtre, etc. ...) sur le réseau d'égout devra s'effectuer nécessairement par l'interposition de bacs décanteurs qui seront régulièrement entretenus.

6.7 ORGANISATION DES CHANTIERS - RELATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

6.7.1 Organisation collective du chantier

Toutes les diligences nécessaires à l'organisation collective du chantier précité incombent à l'entrepreneur général, au mandataire commun dans le cas de marché traité avec des entrepreneurs groupés, ou à l'entrepreneur dominant ou principal dans le cas de marchés en corps d'état séparés.

Il assure sous sa responsabilité personnelle, la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique conformément aux lois, décrets, règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres dont il ne saurait plaider l'ignorance, de sorte que le maître de l'ouvrage ne soit jamais inquiété ni poursuivi à ce sujet, ces indications n'étant d'ailleurs pas limitatives.

Pour les marchés passés en corps d'état séparés, les entrepreneurs sont tenus d'établir entre eux, sous leur responsabilité, une convention interentreprises destinée à régler l'ensemble des points concernant l'organisation du secteur (obligations des entreprises pendant la période de préparation – gardiennage – préchauffage – dégradations et d'une manière générale tout ce qui concerne le compte prorata). Cette convention, bien qu'elle ne lui soit pas opposable, sera communiquée au maître d'ouvrage.

6.7.2 Obligations liées à la police du chantier et au respect de la légalité

A part la mise à sa disposition des lieux objets des travaux et l'obtention du permis de construire, toutes les diligences nécessaires à l'organisation du chantier incombent à chaque entrepreneur (mandataire commun et membres du groupement).

Chaque entrepreneur est responsable de la conduite de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords.

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer lui-même les obligations découlant de la législation et réglementation du Travail et demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

La charge entière de l'application au personnel de l'entreprise de l'ensemble de la législation et de la réglementation du Travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs, comme de la législation et de la réglementation sociales, incombe à chaque entrepreneur, et le maître de l'ouvrage pourra, en cas d'infraction, appliquer les mesures coercitives prévues à l'article 8.4.3 du présent C.C.A.P.

Dans le cas où un entrepreneur est autorisé à sous-traiter une partie de son marché, il demeure responsable du respect des obligations mises à sa charge par les documents contractuels qui doivent être portées par lui à la connaissance du sous-traitant.

Chaque entrepreneur s'oblige à respecter et à faire respecter les dispositions des articles L 324-9 du code du travail relatives à l'interdiction du travail dissimulé.

Chaque entrepreneur a en charge le contrôle effectif du chantier et doit, notamment prendre toutes mesures de vérification et de contrôle vis-à-vis des différents intervenants sur le chantier visant à empêcher tout recours au travail clandestin.

En cas de recherche de responsabilité du maître de l'ouvrage pour non respect de cette obligation de contrôle et vérification, toutes les conséquences dommageables seront mises d'office à la charge de l'entrepreneur responsable.

Le non respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché comme prévu au chapitre 12.1.1.

6.7.3 Cahier des charges de cession du terrain

S'il existe un cahier des charges de cession de terrain, il sera visé au C.C.A.P. Titre I et les dispositions de ce document devront, à ce titre, être scrupuleusement respectées.

6.7.4 Obligations liées à l'occupation des lieux

Si l'occupation de terrains est nécessaire pour dépôts de matériaux ou autres besoins accessoires du chantier, la location et la remise en état de ces terrains incombent à cet entrepreneur.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du propriétaire, exercer ses droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

Les bâtiments et en général l'ensemble du chantier doivent, sous la responsabilité de l'entrepreneur, être maintenus en permanence en parfait état de propreté, les gravois étant sortis chaque jour.

L'entrepreneur reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux de tous les corps d'état.

6.7.5 Organisation matérielle du chantier

6.7.5.1 Clôtures de chantier

L'entrepreneur doit notamment établir les clôtures nécessaires à la protection du chantier et des tiers, les entretenir, les baliser, et afficher en outre d'une façon très apparente les avis interdisant de pénétrer sur le chantier et rappelant le danger de stationner aux abords.

La clôture de chantier séparant l'emprise de l'opération de l'espace public sera réalisée aux frais de l'entrepreneur suivant la charte graphique que lui définira le maître de l'ouvrage ; les contraintes qui en résulteront devront apparaître sur le plan d'installation de chantier après avoir préalablement été validées par le maître de l'ouvrage.

6.7.5.2 Signalisation du chantier

La signalisation du chantier devra être conforme à la législation en vigueur et est à la charge de l'entrepreneur principal ou du mandataire commun pour les travaux de bâtiment et à la charge de l'entreprise chargée des travaux de voirie pour les lots de VRD.

Tout entrepreneur est tenu d'accepter cette signalisation dès que la situation du chantier le nécessite, eu égard à la sécurité des usagers et devra tenir compte des arrêtés et instructions qui seraient mis en application au cours des travaux.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros Œuvre devra soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, l'entrepreneur chargé de la signalisation devra faire connaître

nominativement au Maître d'Œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel des entrepreneurs travaillant sur les parties du chantier exposées à la circulation devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée, devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122, paragraphe C de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8ème partie, signalisation temporaire, du 15 juillet 1974 : "Matériels mobiles", alinéa 2, "Feux spéciaux".

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents de l'entrepreneur munis d'un fanion KI avertiront les usagers de la présence, à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou dépendance.

6.7.5.3 Panneau de chantier

Dès réception de l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier, l'entrepreneur, l'entrepreneur principal - en cas de marché passés en corps d'états séparés - ou le mandataire commun - en cas de groupement-, fournit et pose, dans le délai maximal de 3 semaines, sur les indications du maître d'œuvre un panneau de chantier conforme au modèle type joint en annexe pour indiquer notamment les noms et adresse du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'entrepreneur, etc... la nature de l'opération, la date de commencement des travaux et celle prévue pour leur achèvement, ainsi que le numéro et la date du permis de construire s'il y a lieu et les renseignements administratifs prévus par la législation en vigueur.

6.7.5.4 Publicité

Le maître d'ouvrage se réserve l'exclusivité de tout affichage publicitaire sur le chantier, ses abords et les clôtures.

L'entrepreneur ne pourra donc utiliser les clôtures, engins de chantier (grues,...) et abords à cette fin qu'avec l'accord express du maître de l'ouvrage.

Si elle est admise la publicité propre à l'entrepreneur sera subordonnée à l'accord express écrit du maître d'ouvrage quant à sa durée, à son contenu, ses supports et leurs dimensions.

Le démontage de tout panneau commercial mis en place par le maître de l'ouvrage devra être soumis à son agrément préalable.

L'entrepreneur devra démonter et évacuer tous les éléments d'affichage sur simple demande du maître d'ouvrage.

6.7.5.5 Desserte du chantier et gardiennage

Il doit également pendant toute la durée du chantier, c'est-à-dire jusqu'à la réception :

- amener et fournir l'eau pour les travaux, l'eau potable pour les ouvriers et l'énergie électrique nécessaire pour l'exécution des travaux, quels que soient les frais à ce sujet (frais de permission d'installation, de transport, d'acquisition, etc. ...).
- assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien, la propreté et le gardiennage du chantier de façon, notamment, à éviter tout accident.

L'éclairage, la signalisation et le balisage du chantier seront conformes aux règlements en vigueur et, le cas échéant, aux prescriptions de détail du Maître d'Œuvre.

6.7.5.6 Bureaux de chantier

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur établit des bureaux provisoires destinés au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage ou à ses représentants.

Ces locaux doivent être toujours étanches à l'eau et à l'air, suffisamment grands pour permettre le classement et l'exploitation des plans et les réunions périodiques des entrepreneurs et comprendre les aménagements en eau, électricité, sanitaires,

chauffage et téléphone, fax et photocopieur en état de fonctionnement permanent.

Un local annexe est réservé pour le dépôt des échantillons de produits et matériels.

Les frais d'installation et d'équipement complet de ces bureaux sont à la charge de l'entrepreneur général, du mandataire commun pour le compte du groupement, du gestionnaire du compte prorata dans le cas d'entrepreneurs séparés ainsi que les frais de consommation d'eau, d'électricité, de combustibles, de téléphone, et ceux d'entretien et de nettoyage.

6.7.5.7 Installations provisoires

Toutes les installations provisoires sont démolies et enlevées en fin de chantier ainsi que les aires de stockage et de fabrication ; les terrains sont remis en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

L'entrepreneur doit porter, sans délai, à la connaissance du maître d'œuvre tout fait ou constatation de nature à engendrer des difficultés de raccordement des bâtiments aux réseaux et à la voirie, même lorsque ceux-ci ne doivent pas être utilisés par ses soins.

L'entrepreneur assure le transport à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires quelles que soient les difficultés ou la longueur de ce transport.

L'entrepreneur doit également les locaux et la logistique dont le pilote et le coordonnateur estimerait devoir disposer sur le chantier.

6.7.5.8 Entretien de la voirie - Branchements

Il est établi, au démarrage des travaux, un constat contradictoire de l'état des voies et réseaux existants sur les terrains (qu'il s'agisse de V.R.D. pré-existants, de ceux créés par le maître de l'ouvrage, dans le cadre de l'opération en cause et aux abords immédiats du chantier).

L'entretien de la voirie mise à la disposition des entrepreneurs, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier, tant à l'ouverture du chantier pour des voies existantes qu'au cours du chantier pour les voies réalisées pendant la période d'exécution est entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Il répond personnellement de cet entretien et fait son affaire des réclamations de toute nature qui pourraient être présentées par les administrations, organismes aménageurs, services ou collectivités publiques, pour usage des voies ou des réseaux publics.

Il en est de même des travaux de nettoyage périodiques qui seraient exigés au même titre ou des réclamations qui seraient formulées par les tiers, usagers de la voirie ou non, le tout de manière que le maître de l'ouvrage ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

L'entrepreneur s'engage en tant que de besoin à garantir celui-ci de toute responsabilité à cette occasion.

Les frais d'entretien de voirie et ouvrages divers ainsi que ceux nécessaires à leur remise en état en fin de chantier sont à la charge de l'entrepreneur général, du mandataire commun pour le compte du groupement d'entrepreneurs suivant une répartition établie d'un commun accord entre les entrepreneurs ou l'entrepreneur principal sur la base d'une répartition entre entrepreneurs définie d'un commun accord établi dans le délai maximum d'un mois après l'ordre de service notifiant le démarrage des travaux. Un constat contradictoire mené suivant la même procédure que celle utilisée au démarrage des travaux sera établi.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du Maître d'Œuvre sur le chantier, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité d'y faire procéder par l'entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant.

Cette possibilité que se réserve le Maître d'Œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de l'ouvrage public ou des usagers de la voie publique.

L'entrepreneur fait son affaire auprès des services compétents de toutes démarches, autorisations, ou autres sujétions ayant

trait au chantier ; il fait établir notamment les branchements et canalisations pour la distribution de l'eau et de l'électricité nécessaires à l'approvisionnement du chantier, ainsi que la construction et l'entretien de toutes les installations telles que hangars et magasins nécessaires au stockage et à la bonne conservation des matériaux, matériels et fournitures. Il règle tous les frais y afférents.

L'entrepreneur devra notamment, préalablement à toute activité sur le chantier, prendre contact avec le Service Départemental de la Lutte contre l'Incendie et solliciter ses instructions. Il devra, à ses frais, prendre toutes les précautions utiles et observer toutes les consignes prescrites par ce service. Il supportera seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données, en particulier pour les immeubles voisins.

6.7.5.9 Protection des fouilles

Les fouilles et parties de tranchée qui n'auraient pu être comblées avant la fin de la journée seront protégées pendant la nuit par des barrières solidement établies et suffisamment éclairées et, éventuellement, complétées par des glissières ou barrières de sécurité si le Maître d'Œuvre le juge nécessaire.

6.7.5.10 Respect des plantations

L'entrepreneur, l'entrepreneur principal ou le mandataire commun devra mettre en œuvre avant toute intervention mettre en œuvre des protections lourdes des plantations existantes ou réalisées en cours de chantier.

Les entrepreneurs seront responsables solidairement des dégradations occasionnées aux plantations (qui devront être conservées au titre du projet) par ses ouvriers ou ses engins.

6.7.5.11 Protection du site et avoisinants

Les entrepreneurs devront prendre toute disposition pour éviter les souillures et les pollutions pouvant provoquer une dégradation du site (façades des habitations riveraines, balcons, voiries, réseaux, ouvrages conservés, espaces naturels,). Tous les travaux dus au non respect de ces prescriptions seront aussi à la charge de l'entrepreneur.

6.7.5.12 Emploi d'explosifs

Il est précisé que l'emploi éventuel d'explosifs est strictement réglementé, en particulier toutes les autorisations nécessaires devront être obtenues par les entrepreneurs. Les entrepreneurs devront veiller à la stricte application de la législation en vigueur et au respect de toutes les clauses du CCAP.

6.7.5.13 Sujétions résultant des services publics et des concessionnaires

En cas de découverte, dans les fouilles, d'ouvrages souterrains (canalisations, câbles, etc.) non repérés avant le début des travaux, l'entrepreneur, l'entrepreneur principal ou le mandataire commun devra immédiatement prendre contact avec le service concessionnaire intéressé.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros Œuvre pour les travaux de bâtiment et l'entrepreneur titulaire du lot Voirie pour les travaux relevant des VRD devra conserver et assurer en permanence les accès aux réseaux, vannes, décharges, boîtes de coupure, etc. ... des ouvrages particuliers des services publics et concessionnaires situés dans l'emprise du chantier et de ses installations.

Les travaux à effectuer au voisinage des lignes électriques, PTT, des conduites de gaz et d'eaux, etc. ... devront faire l'objet, 10 jours ouvrables avant tout commencement, d'une déclaration adressée aux représentants de ces services ou concessionnaires.

En cours d'exécution des travaux, les entrepreneurs seront tenus de se conformer aux mesures de sécurité prescrites.

6.7.5.14 Stockage de matériel et de matériaux

Sauf accord écrit du maître de l'ouvrage, il est interdit aux entrepreneurs d'utiliser les locaux des bâtiments en cours de

construction pour leurs besoins propres tels que dépôts, magasins, bureaux, réfectoires, dortoirs, etc. ...

6.7.5.15 Matériels

Sauf stipulations contraires au Titre I du C.C.A.P., chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers s'il y a lieu.

L'usage, par les différents corps d'état, des échafaudages de l'entrepreneur de gros œuvre ou de ravalement pendant la durée des travaux de celui-ci pour lesquels les échafaudages étaient nécessaires n'ouvre droit à aucune redevance.

L'entrepreneur reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux de tous les corps d'état.

6.7.5.16 Moteurs et appareils mécaniques

Au cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, les entrepreneurs devront prendre à leurs frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement des moteurs et appareils devra être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton, les marteaux piqueurs, les groupes électrogènes de soudage et les groupes électrogènes de puissance devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975 et du 10 décembre 1977 concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'Œuvre pourra prescrire aux entrepreneurs, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur.

6.7.6 Contenu du compte prorata

Toutes les dépenses communes nécessaires à l'organisation matérielle et collective du chantier (jusque et y compris le nettoyage pour la livraison aux clients) telle qu'elle est définie ci-dessus même si elles ne sont pas toutes énumérées, sont inscrites au compte prorata.

Le mandataire commun ou l'entrepreneur dominant dans le cas d'un marché de travaux passé en corps d'état séparé font leur affaire personnelle de l'établissement et de la gestion du compte prorata ; les frais afférents à ce compte sont inclus dans les prix pour un taux que le maître de l'ouvrage n'a pas à connaître.

Il est chargé de faire l'avance des frais et de gérer le compte prorata, sous le contrôle du maître d'œuvre.

Il peut demander des acomptes aux autres entrepreneurs.

Cependant, dans un délai de UN MOIS suivant la réception, tel que prévu à l'article 7.3 ci-après, le mandataire commun ou l'entrepreneur principal notifiera au maître de l'ouvrage l'état d'arrêt de ce compte.

Cet état indiquera :

- soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata,
- soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

L'entrepreneur débiteur délègue le maître de l'ouvrage, qui accepte, à la personne chargée du compte prorata pour que cette dernière reçoive paiement à sa place des sommes que lui doit encore le maître de l'ouvrage au titre du marché. Cette délégation est consentie dans la limite du montant de sa dette au titre du compte prorata et des sommes encore dues à

l'entrepreneur concerné.

A cet effet, le maître de l'ouvrage déduit du solde dû à l'entrepreneur la somme indiquée par l'attestation ci-dessus et la verse entre les mains de la personne chargée du compte prorata.

A défaut de communication dudit compte dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage se libérera valablement entre les mains des entreprises du montant de leur décompte définitif, nonobstant l'absence de quitus du mandataire commun.

Aucune réclamation ne pourra être reçue postérieurement au délai prévu de DEUX MOIS suivant la réception.

Les dispositions précitées ne s'appliqueront pas au compte interentreprises, auquel le maître de l'ouvrage entend demeurer étranger dans tous les cas.

6.7.7 Coordination avec les Travaux de V.R.D.

Dans l'hypothèse où des travaux de V.R.D. autres que ceux d'accompagnement de l'opération immobilière ne feraient pas partie du présent marché, l'entrepreneur ne saurait les ignorer.

Il est donc tenu de prévoir ses installations de chantier et d'organiser ses travaux en parfaite coopération avec les entreprises chargés des travaux de bâtiment sous la direction du maître d'œuvre responsable des V.R.D. désigné au CCAP Titre I.

6.7.8 Dispositions particulières en cas de marché de travaux passés en corps d'états séparés.

Le C.C.A.P. Titre I précise le nombre, et la nature des lots constitués pour la réalisation des travaux, objet du présent marché, ainsi que les entrepreneurs concernés faisant l'objet d'un marché particulier et distinct. Il n'existe aucun lien juridique entre les entreprises.

Il désigne et précise les coordonnées de l'entrepreneur principal ou dominant.

La désignation de l'entrepreneur principal pour l'organisation collective du chantier n'exclut pas que chaque entrepreneur doive suivre l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui concerne leur réalisation, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et en cas de contestation, en référer au Maître d'œuvre.

L'intervention de l'entrepreneur principal part de sa désignation et s'achève à la levée des réserves de réception.

En aucun cas, cet entrepreneur ne peut être rendu responsable des fautes ou des retards des autres entrepreneurs.

Le C.C.A.P. Titre I définit les obligations supplémentaires qui pèsent sur les entrepreneurs titulaires des différents lots.

6.7.9 Dispositions particulières en cas de marché de travaux d'amélioration de l'habitat existant

Dans le cas de travaux d'amélioration de l'habitat existant, les obligations supplémentaires suivantes pèsent sur les entrepreneurs.

Les travaux d'amélioration de l'habitat existant sont à exécuter dans des locaux logements, bâtiments déjà occupés et dont l'occupation restera permanente durant toute leur durée.

L'entrepreneur est donc tenu de prendre, en accord avec le maître de l'ouvrage, toutes dispositions et mesures de nature à rendre possible l'exécution des travaux dont il est chargé en maintenant l'occupation normale et habituelle des locaux existants, ainsi que l'accès et la libre circulation des piétons et des voitures aux abords et au travers des lieux où s'exécutent ces travaux.

Cela implique de la part de l'entrepreneur et du personnel employé par celui-ci :

- ⇒ la mise en place des éléments de protection (bâches, couvertures, protection lourde adaptées) et leur dépose chaque fois que nécessaire.

- ⇒ le déménagement des meubles meublant les locaux, leur remise en place dans les conditions prévues par les contrats de la chambre syndicale des déménageurs chaque fois que nécessaire. L'entrepreneur souscrira une assurance le garantissant pour les dommages qu'il pourrait causer à cette occasion aux biens des locataires.
- ⇒ l'enlèvement des gravois et le nettoyage par des moyens appropriés dans les locaux.
- ⇒ le respect d'horaires exacts adaptés à la vie des occupants des locaux.

6.7.9.1 Main d'œuvre

Les travaux devant s'effectuer dans des locaux occupés, une surveillance permanente du personnel employé devra être organisée et toute mesure concernant la recherche des références morales du personnel employé devra être prise en vue d'éviter tout incident avec les locataires.

6.7.9.2 Organisation du chantier

Avant tout début de travaux, un constat contradictoire d'état des lieux où s'effectuent ces travaux, sera réalisé par l'organisme chargé de la coordination, du pilotage et de l'ordonnancement en présence du maître d'ouvrage, de l'occupant et le cas échéant du Contrôleur Technique et du Coordonnateur SPS.

Les travaux devant être effectués dans des ensembles déjà aménagés, la réparation des dégradations provoquées par l'exécution de travaux est à la charge de l'entrepreneur.

6.7.9.3 Constat d'achèvement des travaux privatifs

Pour les travaux s'effectuant partiellement ou totalement à l'intérieur des locaux habités, des constats d'achèvement de travaux seront dressés à la fin des travaux effectués dans chaque logement.

6.7.9.4 Délais d'exécution

Si un quelconque retard dans l'exécution du marché place le propriétaire (maître d'ouvrage) sous le coup de l'article 1724 du Code Civil toutes les conséquences dommageables en résultant seront ipso facto mises à la charge des entrepreneurs.

6.7.10

L'entrepreneur ne saurait ignorer les travaux de « bâtiment » engagés conjointement aux travaux dont il est chargé.

Il est donc tenu d'établir le calendrier détaillé d'exécution et ses plans d'installation de chantier et d'organiser ses travaux en parfaite coopération et coordination avec le maître d'œuvre "bâtiment" visé au C.C.A.P. Titre I qui conserve la direction générale des travaux conformément à son propre contrat et éventuellement avec les entreprises titulaires des lots plomberie sanitaire, électricité y compris téléphone et T.V., et chauffage.

6.7.10.1 Coordination avec les travaux de bâtiment

L'organisation rationnelle des opérations de construction implique de réaliser les travaux de V.R.D. de la manière suivante :

- mettre à la disposition des entreprises de bâtiment les ouvrages de V.R.D. leur permettant de travailler dans des conditions optimales,
- éviter de réaliser certains ouvrages ou travaux de finition qui ne sont pas strictement nécessaires aux entreprises de bâtiment, et qui risquent d'être gravement endommagés ou détruits au cours de la construction des bâtiments.

L'entrepreneur doit en conséquence prendre les dispositions nécessaires pour permettre à tout moment le déroulement des travaux, dans les meilleures conditions possibles, et dans les délais contractuels.

Afin d'éviter toutes contestations ultérieures par les entrepreneurs, des dépenses d'entretien, de nettoyage et de remise en état des voies et réseaux divers, il est établi au démarrage des travaux concernés un constat contradictoire de l'état des ouvrages existants.

Sauf accord écrit du Maître de l'Ouvrage, il est interdit à l'entrepreneur, à ses fournisseurs et à ses sous-traitants, d'utiliser les

locaux des bâtiments en cours de construction pour leurs besoins propres, tels que dépôts, magasins, bureaux, réfectoires, dortoirs, etc.

Dans le délai de QUINZE JOURS suivant la date d'achèvement des travaux et de leur réception, l'entrepreneur doit remettre, à ses frais :

- les terrains en parfait état de propreté et de nivellement,
- démolir et enlever toutes les installations provisoires, y compris les aires de stockage et de fabrication, enlever les approvisionnements non utilisés.

L'entrepreneur doit porter, sans délai, à la connaissance du Maître d'Œuvre et de l'Ingénieur, tout fait ou constatation de nature à engendrer des difficultés de raccordement des bâtiments aux réseaux et à la voirie, même lorsque ceux-ci ne doivent pas être réalisés par ses soins.

L'entrepreneur doit assurer le transport à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires, quelles que soient les difficultés ou la longueur de ce transport.

L'entrepreneur doit établir à ses frais, les branchements et canalisations indispensables à la distribution de l'eau et de l'électricité qui peuvent lui être nécessaires.

Il doit faire son affaire :

- auprès des services compétents de toutes démarches, autorisations ou autres sujétions ayant trait à l'exécution de ses travaux, et en supporter l'éventuelle charge financière,
- des réclamations de toute nature qui peuvent être présentées, tant par les organismes aménageurs ou même des particuliers que par les administrations, services ou collectivités publiques. Il en est de même des travaux de nettoyage périodique qui seraient exigés au même titre, de manière que le Maître de l'Ouvrage ne puisse être, en aucun cas, inquiété ni recherché à ce sujet. L'entrepreneur s'engage en tant que de besoin, à garantir celui-ci de toute responsabilité à cette occasion.

Dans le cas où les travaux doivent être exécutés concurremment avec d'autres travaux V.R.D. et éventuellement des travaux de bâtiment, l'Ingénieur sera, à cet égard, habilité pour prendre ou faire prendre, en tant que de besoin, aux frais des entrepreneurs, les mesures nécessaires à la coordination de l'ensemble des travaux, au bon ordre du chantier et à la sécurité des travailleurs.

L'entrepreneur doit, le cas échéant, prévenir les propriétaires, locataires, ou concessionnaires intéressés, et signaler suffisamment tôt, au Maître de l'Ouvrage, les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y a lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il doit, à ses frais, le cas échéant, assurer, le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

L'entrepreneur doit, pour toutes les opérations de vérification que désire faire exécuter le Maître de l'Ouvrage, tenir à la disposition de celui-ci le matériel et le personnel qualifié nécessaires.

Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont implicitement compris dans le prix global forfaitaire de règlement de ses travaux.

6.7.10.2 Protection du chantier

L'entrepreneur doit garantir les matériaux, matériels, installations, fournitures, outillages et ouvrages des dégradations qu'ils peuvent subir, notamment du fait des intempéries ou remplacer à ses frais les ouvrages qui ont été endommagés, quelle que soit la cause du dégât, et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable ; le Maître de l'Ouvrage reste en toute hypothèse complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Il doit également réparer, à ses frais, toutes les détériorations qu'il peut commettre aux ouvrages exécutés par les entreprises concourant à la réalisation de l'ensemble de l'opération.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur doit protéger les ouvrages réalisés, contre les dégâts qu'ils peuvent subir ou les dommages qu'ils peuvent occasionner, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

De même, aucune indemnité n'est allouée à l'entrepreneur ou à ses sous-traitants pour les pertes, avaries ou dommages dus

notamment à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de moyens ou les fausses manœuvres.

L'entrepreneur est responsable des conséquences dommageables des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur son chantier.

Il est spécifié que tout branchement d'installation de bétonnage ou de préfabrication (béton, plâtre, etc.) au réseau d'égout doit s'effectuer obligatoirement par l'interposition des bacs décanteurs qui doivent être régulièrement entretenus.

7 EXÉCUTION DES TRAVAUX - CONTRÔLE - RÉCEPTION

7.1 MESURES D'ORDRE SOCIAL - MAIN D'ŒUVRE

Chaque entrepreneur se conforme lui-même et veille à ce que les entrepreneurs sous-traitants se conforment à la législation sur la sécurité sociale et sur le travail clandestin, assurent à leur personnel une rémunération et des conditions de travail conformes à la réglementation en vigueur, aux conventions collectives et aux usages de la profession, de sorte que le maître de l'ouvrage ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Sont immédiatement renvoyés du chantier sur la demande du maître d'œuvre, les agents ou ouvriers incapables, insubordonnés ou qui manqueraient de probité, sans que cette mesure puisse atténuer la propre responsabilité de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit communiquer au maître d'œuvre, à la première demande, la liste nominative des agents et ouvriers employés sur le chantier et les feuilles de paye.

En cas de retard régulièrement constaté dans le paiement des salaires, le maître d'œuvre informe le maître de l'ouvrage qui se réserve expressément la faculté de payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues par lui à l'entrepreneur.

7.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

7.2.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérifications préalables

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, puis à la signature du présent CCAP :

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
- Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux et terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et apprécié toutes les sujétions résultant :
 - de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux
 - de la configuration des abords et des accès,
 - de la présence d'existants et/ou d'avoisinants,
 - de la nature du sol, du niveau de la nappe phréatique, des venues d'eau éventuelles, la qualité de l'eau (agressivité) et de la topographie,
 - des moyens de communication et de transport,
 - des lieux d'extraction et d'approvisionnement en matériaux,
 - des conditions de stockage,
 - des ressources en main d'œuvre, en énergie et en eau,

- de l'éloignement des décharges autorisées,
- des possibilités d'installations de chantiers.
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins d'exécution et du devis descriptif et du rapport d'études de sols.
- Avoir pris connaissance, avant la signature de sa soumission, du rapport de fin de phase de conception établi par le contrôleur technique (Rapport Initial de Contrôle Technique RICT) et des prescriptions du concepteur et du contrôleur relatives à l'isolation acoustique ;
- Avoir recueilli tous les autres renseignements utiles du maître d'œuvre et le cas échéant, du bureau d'études techniques, ainsi que des services publics ou concédés (voirie, eau, gaz, électricité, téléphone, télévision, réseaux de chauffage,...).
- Avoir tenu compte de la circulaire du 13 décembre 1982 complétée de ses recommandations et annexes, parue au Journal Officiel du 28 janvier 1983 et concernant la sécurité des personnes, en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration d'habitations existantes,
- avoir pris en compte les frais inhérents à l'équipement d'un logement témoin dans les délais fixés,
- avoir pris en compte la mise en œuvre d'autres corps d'états pouvant modifier sa propre mise en œuvre et les frais inhérents à ces modifications
- avoir pris en compte les frais d'entretien permanent des voiries qui auraient été construites préalablement aux travaux et, le cas échéant, les frais de leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Les prix s'entendent pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.

L'entrepreneur général ou le mandataire commun prend, ou s'il y a lieu, fait prendre par les entrepreneurs cotraitants et pour ce qui les concerne, sous l'autorité du maître d'œuvre, toutes les dispositions nécessaires pour répondre aux conclusions du rapport du contrôleur technique ou de ces prescriptions, ou observations initiales ou au cours du chantier.

L'entrepreneur assure l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleures conditions et dans les délais contractuels.

L'entrepreneur doit mettre en place son propre personnel de contrôle de l'exécution. Dans les chantiers importants, ce personnel doit, au moins en ce qui concerne le gros-œuvre, être étranger à la hiérarchie chargée de la direction du chantier.

L'entrepreneur fournit au maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires sur l'organisation et les dispositifs de contrôle.

7.2.2 Direction des travaux

le maître de l'ouvrage est chargé de la direction, du contrôle et de la surveillance des travaux. Il a seul qualité pour interpréter les plans et devis descriptif.

L'entrepreneur est tenu de se conformer strictement aux ordres du maître d'ouvrage ou de son représentant qualifié.

L'entrepreneur ou le représentant se rend dans les bureaux du Maître de l'Ouvrage ou sur le(s) chantier(s) toutes les fois qu'il en est requis. Cette obligation s'étend aux cotraitants, dans le cas d'entrepreneurs groupés, et/ou aux sous-traitants dès lors que cela aura été précisé dans les convocations ad hoc.

En cas d'entreprises groupées, les ordres de services leur sont transmis par l'intermédiaire du mandataire commun du groupement qui doit par ailleurs faire parvenir au Maître d'Ouvrage, les demandes des entreprises ainsi que les réclamations afférentes à l'exécution du marché que les entreprises pourraient formuler.

Les parties et le maître d'ouvrage s'interdisent toute communication verbale qui ne serait pas confirmée par écrit.

Tous les travaux faits en dehors de ceux qui sont manifestement compris dans le contrat ne sont ni reconnus, ni payés par le maître de l'ouvrage s'ils n'ont pas fait l'objet avant leur exécution d'un ordre de service signé par lui.

Les rapports entre le maître d'ouvrage et ses représentants d'une part, l'entrepreneur d'autre part, sont établis par les pièces

suivantes qui font loi en cas de contestation, notamment dans le cas où les ordres du maître d'œuvre ont pour objet des travaux et des dépenses supplémentaires, des changements dans le type ou la nature des matériaux à employer, des modifications des projets adoptés :

1. Les ordres de service, à défaut, pour les détails d'exécution, les précisions données par le maître d'œuvre au cours des rendez-vous de chantier et consignées dans les rapports hebdomadaires,
2. Les différentes pièces du marché, et notamment le C.C.A.P. signé.

L'entrepreneur doit provoquer en temps utile les ordres de service, les lettres de commande et les instructions écrites ou figurées qui peuvent lui faire défaut ou qui lui sont réclamés par les entrepreneurs spécialisés.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut invoquer l'absence d'ordres ou de renseignements pour justifier des retards ou une exécution non conforme .

7.2.3 Matériaux - Fournitures – Échantillons

Les entrepreneurs sont tenus d'employer les espèces et qualités de matériaux, matériels et fournitures.

Dans tous les cas où les mots "équivalent" ou "similaire" sont employés dans le devis descriptif, les entrepreneurs doivent soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant à l'acceptation du maître de l'ouvrage.

Les matériaux, les éléments ou ensembles non traditionnels doivent faire l'objet d'un avis technique délivré par le centre scientifique et technique du bâtiment.

L'utilisation de matériaux, éléments ou ensembles ne disposant pas d'avis technique peut intervenir dans des cas exceptionnels et seulement si le maître de l'ouvrage l'a autorisé par écrit, sur proposition du maître d'œuvre.

En outre, il est précisé que la présentation des échantillons de matériaux, matériels et fournitures, doit être faite dans un délai d'UN MOIS à compter de la date d'origine du délai contractuel ou aux dates prévues éventuellement par le calendrier d'exécution.

A la suite de cette présentation, le maître d'ouvrage fixe son choix. Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à cet effet et n'en sont retirés qu'après réception.

Pour la peinture, l'entrepreneur concerné doit proposer, dans le même délai, la liste précise des marques et dans chaque marque, les types et qualités des peintures, produits de traitement, papiers de tenture, etc. ... qu'il propose d'employer pour les travaux intérieurs et extérieurs prévus au devis descriptif.

Tout travail exécuté avant que le maître d'ouvrage ait donné son accord sur les échantillons sera refusé.

Il est spécifié que les échantillons ne sont considérés comme définitivement acceptés qu'après accord sur les locaux et ouvrages témoins par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

L'emploi de fabrications ou de procédés non traditionnels ne peut être autorisé que s'ils ont fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. ou, à défaut, d'un accord d'un contrôleur technique, confirmés par une attestation de prise en charge par les assurances.

Les matériaux, matériels et fournitures approvisionnés ne peuvent être retirés pour un autre chantier ; s'ils sont refusés, ils doivent être mis de côté et signalés de façon apparente et immédiatement enlevés du chantier.

La façon et la mise en œuvre des matériaux doivent être conformes aux stipulations contenues dans les pièces du marché ainsi que dans les ordres de service. Elles doivent satisfaire aux dispositions des normes homologuées.

Sauf justifications spéciales, acceptées par le maître d'ouvrage, les ouvrages sont établis conformément aux règles de calcul retenues par le groupe de coordination des textes techniques comme documents techniques unifiés.

7.2.4 Locaux et ouvrages témoins

L'entrepreneur doit présenter les locaux et ouvrages témoins désignés au C.C.A.P. Titre I ou à défaut dans le délai de CINQ MOIS à compter de la date fixée par ordre de service pour l'ouverture du chantier.

L'emplacement choisi pour ces présentations est désigné par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre, dès

l'ouverture du chantier.

L'entrepreneur entretient à ses frais les locaux et ouvrages témoins en parfait état jusqu'à la réception ; il en assure, si besoin est, le chauffage et l'étanchéité provisoire; il est également chargé de leur entretien et du nettoyage courant.

En ce qui concerne exclusivement les appartements témoins dans les opérations d'accession à la propriété, seuls les frais de nettoyage courant et journalier de ces locaux sont à la charge du maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu d'assurer, en toute sécurité, l'accès des locaux témoins, à tout moment, au maître de l'ouvrage, au contrôleur technique et à leurs représentants et aux jours et heures fixés par le maître de l'ouvrage, à toute tierce personne (visiteurs, acheteurs éventuels, etc. ...).

Tous les ouvrages présentés au titre de témoin sont remis en parfait état au moment de la réception ou démolis aux frais de l'entrepreneur. S'il s'agit d'appartements témoins dans les opérations d'accession à la propriété, les frais de remise en état sont à la charge du maître de l'ouvrage.

7.2.5 Documents techniques

Concernant la fourniture par l'entrepreneur des dessins d'exécution, calepins, épures, tracés, détails, ainsi que toutes notes de calculs, notes explicatives et notes justificatives nécessaires à l'exécution des travaux, il est précisé ci-après le nombre d'exemplaires à adresser sous forme définitive au maître de l'ouvrage :

- 2 exemplaires, sur tirage ordinaire, avec le cachet d'approbation du maître d'ouvrage et du contrôleur technique ;
- 1 exemplaire, sous forme reproductible.

Les documents visés au 1er alinéa sont soumis au maître d'œuvre et au contrôleur technique en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire, au fur et à mesure des besoins et, sauf dérogation expresse, au moins VINGT JOURS avant la mise en chantier, afin qu'ils puissent les vérifier et les faire rectifier s'il y a lieu avant de les approuver.

Les modifications prescrites par le maître d'ouvrage ne diminuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur si celui-ci ne présente pas en temps utile des objections écrites et motivées. L'acceptation ou le rejet des réclamations présentées par l'entrepreneur sont communiqués par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage.

Si l'entrepreneur omet de soumettre au maître d'ouvrage et au contrôleur technique les documents visés au présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus des ouvrages et leur démolition à ses frais.

Il est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

7.2.6 Vues photographiques

L'entrepreneur fournira au maître d'ouvrage les vues photographiques suivantes :

- Chaque mois, à partir de l'ordre de service : 10 prise de vues en tirage papier 20 X 30
- En fin de travaux : 50 prises de vues en tirage papier 20 X 30 et un jeu de diapositives

L'ensemble des prises de vues réalisées au cours du chantier sur un support informatique de type CD ou DVD.

7.2.7 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux l'entrepreneur doit procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il se conformera pour ce faire à l'échelonnement et aux délais fixés par le C.C.A.P. et par les ordres de service.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions prescrites, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, après mise en demeure par le maître de l'ouvrage et, à l'expiration d'un délai de

QUINZE JOURS après cette mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit vers un site susceptible de recevoir les matériels, matériaux et déchets sans emploi aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, ou vendus aux enchères par le ministère d'un officier public et/ou ministériel.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité financière en contrepartie de l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.

Pour l'évacuation des déchets de chantier, l'entreprise devra respecter, le cas échéant, le Plan de Gestion Départementale de Déchets du BTP mis en place dans certains départements par les services de l'Équipement, conformément à la circulaire interministérielle du 15 février 2000.

7.2.8 Tranchées, percements, trous, scellements et raccords

L'entrepreneur de gros-œuvre réserve tous les percements nécessaires à la fixation des ouvrages des corps d'état secondaires et à leur passage, sauf indication contraire du devis descriptif.

Pendant la période de préparation, les entrepreneurs des corps d'état secondaires doivent fournir à l'entrepreneur de gros-œuvre un plan indiquant les percements à faire et les passages à réserver.

En ce qui concerne certains travaux d'entretien et de réparation, les entrepreneurs des différents corps d'état font à leurs frais et conformément aux règles de l'art les tranchées, percements, trous, scellements et raccords de planchers, murs, cloisons, etc., nécessaires aux travaux de leur propre corps d'état, et dont l'exécution n'incombe pas à une autre entreprise aux termes du C.C.A.P.

Dans le cas d'entreprises concourant à l'exécution d'un même ouvrage, ces entreprises doivent, pendant la période de préparation, préciser les tranchées, percements, trous scellements et raccords qui leur seront nécessaires, aux entreprises spécialisées, de façon que toutes dispositions soient prises pour en assurer l'exécution en temps utile. Cette coordination entre les entreprises est effectuée par le maître d'œuvre assisté de l'agent de liaison.

Toutes les dispositions nécessaires à la préparation et à l'exécution des travaux de tranchées, percements, trous, scellements et raccords doivent, en cas de groupement d'entreprises, être prises par le mandataire commun dudit groupement.

Dans le cas où un entrepreneur devait assurer à ses frais, les tranchées, percements, scellements ou raccords nécessaires aux travaux d'un autre entrepreneur, et que ce dernier ne les lui a pas indiqués conformément à l'alinéa précédent, c'est l'entrepreneur défaillant que est tenu d'en supporter les frais.

Les tranchées, percements, trous, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrage en béton armé ou en charpente métallique sont obligatoirement exécutés par les entrepreneurs correspondants en ce qui concerne certains travaux d'entretien et de réparation.

Lorsque ces travaux sont confiés à des entrepreneurs spécialisés, soit parce qu'il s'agit des cas prévus à l'alinéa précédent, soit parce que l'entrepreneur n'est pas en mesure de les effectuer lui-même, ils sont réglés d'après les conventions particulières entre les entrepreneurs intéressés.

Toutefois, s'il y a litige entre les entrepreneurs intéressés concernant le montant des travaux, le règlement du mémoire est arrêté par le maître d'œuvre. De plus, si l'entrepreneur redevable refuse d'acquitter les travaux en cause, ou s'il tarde à en verser le montant, le maître de l'ouvrage, DIX (10) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, peut déduire du solde du marché de l'entrepreneur défaillant le montant des travaux en cause et en opérer le paiement à l'entrepreneur créancier.

7.2.9 Préchauffage

S'il s'avère nécessaire pour respecter les délais contractuels d'exécution, ou pour poursuivre le chantier dans des conditions normales d'exécution des travaux, notamment de peinture, de revêtements de sols, etc. ..., de chauffer les immeubles par quelque moyen que ce soit, les frais en résultant (installation, exploitation et combustible) sont à la charge de l'entrepreneur.

Ces frais seront de convention expresse, supportés par l'ensemble des entrepreneurs, proportionnellement au montant de chaque lot.

Ils devront donc être compris dans le montant de chaque lot de la même manière que les frais de compte prorata.

Il est toutefois précisé que les entrepreneurs de fondations spéciales, de V.R.D. et d'espaces verts sont exclus de la répartition des frais de préchauffage.

Par contre, en cas de dépassement du délai contractuel, les frais éventuels de préchauffage correspondant ne seront supportés que par les entrepreneurs responsables des retards.

La répartition desdits frais sera effectuée par le mandataire commun ou l'entrepreneur dominant avec le concours du maître d'œuvre et le cas échéant du pilote. Au cas où il n'est pas possible de déterminer avec précision la responsabilité d'un entrepreneur, les dépenses sont imputées au compte prorata.

7.2.10 Attachements

Les attachements figurés ou écrits de travaux ou de fournitures dont la constatation est nécessaire au cours de l'exécution sont établis par l'entrepreneur en nombre d'exemplaires nécessaires et présentés par lui au maître d'œuvre immédiatement après l'exécution du travail ou de la fourniture.

Les attachements déterminent ou précisent tous les faits matériels utiles au règlement et qui ne pourraient être constatés ultérieurement ; ils sont vérifiés sur place au jour le jour par le maître d'œuvre ou son représentant.

L'entrepreneur est considéré comme ayant accepté les rectifications apportées par le maître d'œuvre s'il ne lui notifie pas ses observations par écrit dans le délai maximum de DIX JOURS.

Un des exemplaires de l'attachement est rendu à l'entrepreneur après signature par le maître d'œuvre; un deuxième exemplaire est conservé par le maître d'œuvre qui l'inscrit à la suite sur un registre spécial; un troisième exemplaire est joint aux mémoires et situations établis en vue du règlement.

Tout attachement relatif à des travaux ayant le caractère des travaux modificatifs dont le mémoire ne serait pas présenté dans un délai de DEUX MOIS n'est pas pris en considération par le maître de l'ouvrage.

Dans tous les cas, le visa du maître d'œuvre ne constitue que l'attestation de la matérialité de l'exécution et ne vaut en aucun cas engagement du maître d'ouvrage à quelque titre que ce soit.

7.2.11 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit ouvrir le chantier à la date qui lui est fixée par ordre de service, apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et respecter les priorités qui lui sont indiquées par le maître d'œuvre.

Il est tenu :

- d'une part de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers ou d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outils, engins et moyens de toutes sortes suffisants, de manière à assurer l'exécution régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Il ne peut détourner pour un autre chantier, sans autorisation écrite du maître d'œuvre, aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, dans les conditions des articles 12.1 du présent C.C.A.P. mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper le retard.

L'entrepreneur doit garantir les matériaux, matériels, installations, fournitures, outillages et ouvrages des dégradations qu'ils pourraient subir, notamment du fait des intempéries, ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître de l'ouvrage restant en

toute hypothèse complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés, contre les dégâts qu'ils pourraient subir ou les dommages qu'ils pourraient occasionner, sans frais supplémentaires pour le maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable des conséquences dommageables des vols et dégradations quelconques qui pourraient se produire sur le chantier. Il répond notamment de ceux dont la survenance aurait été facilitée par sa négligence ou de ceux commis par ses préposés.

L'entrepreneur est seul responsable des désordres, dégradations ou préjudices quelconques qui, du fait ou à l'occasion des travaux, pourrait survenir aux biens (meubles ou immeubles) appartenant aux tiers, et s'engage à garantir le maître d'ouvrage contre les actions ou réclamations qui pourraient être dirigées contre lui de ce chef.

L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de l'exécution de natures d'ouvrages qui ne sont pas mentionnées au détail estimatif et dont les prix sont néanmoins prévus au marché.

L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet. Sur l'ordre de service du représentant habilité du maître de l'ouvrage qui fixe un délai d'exécution, il est tenu de faire remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux dispositions contractuelles ou aux ordres de service.

Toutefois, si des changements ont été apportés par l'entrepreneur et que le représentant habilité du maître de l'ouvrage reconnaît qu'ils ne sont contraires ni aux règles de l'art ni aux bon goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues, mais l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus élevée que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages ; si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence.

L'entrepreneur ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées :

- Par l'exploitation normale du domaine public et des services publics, et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, sauf les exceptions expressément énumérées dans le présent C.C.A.P.
- Par l'exécution simultanée d'autres travaux expressément désignés dans le présent C.C.A.P.

Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

L'entrepreneur doit, notamment, prendre à ses risques et périls, les dispositions nécessaires pour que ses approvisionnements, son matériel et ses installations de chantier ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous phénomènes atmosphériques.

Ne sont pas compris toutefois dans les dispositions qui précèdent, les cas de force majeure qui, dans le délai de DIX JOURS au plus après l'évènement ont été signalés par écrit, par l'entrepreneur ; dans ce cas néanmoins, il ne peut rien être alloué sans une décision du maître de l'ouvrage prise après délibération du conseil d'administration, passé le délai de DIX JOURS, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

Le C.C.A.P. peut, pour les caractéristiques des différents phénomènes naturels tels que la gelée, la vitesse du vent, la hauteur de la crue, fixer les limites au-dessous desquelles la force majeure ne peut en aucun cas être invoquée par l'entrepreneur.

7.2.12 Rendez-vous de chantier

Chaque entrepreneur, ainsi que le mandataire commun en cas d'entreprises groupées, sous peine des pénalités prévues à l'article 8.4.5.3 ci-avant, est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou d'y déléguer un agent qualifié muni des pouvoirs nécessaires.

Chaque rendez-vous de chantier fait l'objet d'un compte-rendu écrit, rédigé par le maître d'œuvre et diffusé par ses soins aux divers entrepreneurs, B.E.T., au contrôleur technique et au coordonnateur santé et protection de la santé et au maître de l'ouvrage.

7.2.13 Accès au chantier

L'entrepreneur est tenu de laisser à tout moment le maître de l'ouvrage et ses représentants pénétrer sur le chantier.

L'entrepreneur est tenu également de laisser à tout moment le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, les représentants des administrations et des services concédés pénétrer sur le chantier et le visiter ; il doit prendre toutes dispositions pour leur permettre d'exercer leurs contrôles utilement.

Il est tenu également d'autoriser les représentants des compagnies d'assurances à accéder au chantier pendant la période d'exécution des travaux de l'opération de construction jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil et en cas de sinistre, donner toutes facilités aux experts des dites compagnies pour exécuter leur mission.

L'entrepreneur est tenu de prendre en accord avec le maître de l'ouvrage, toutes mesures de nature à favoriser la commercialisation des locaux en construction.

Il en sera de même en cas de visite de chantier par des personnes étrangères invitées par le Maître de l'Ouvrage.

Toutes les mesures destinées à assurer la sécurité des personnes autorisées à pénétrer sur le chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

Il devra obtenir de son assureur en responsabilité civile à qui il signalera spécialement les obligations résultant de ce qui précède, confirmation écrite, que tous les risques encourus par les personnes autorisées à pénétrer sur le chantier, y compris les visiteurs acheteurs éventuels, hôtesse mandatées par le Maître de l'Ouvrage et agents de vente, sont dûment assurés aux termes de sa police de responsabilité civile.

Les ouvrages provisoires dont la réalisation s'avère nécessaire à la création ou au maintien de la circulation des piétons et des voitures aux abords du chantier ou travers le chantier, sont à la charge de l'entrepreneur.

7.2.14 Essais sur matériaux et fournitures

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons qui lui sont demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le marché. La fourniture de tous les échantillons qui lui sont demandés en vue des essais prévus au marché ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

En complément de ces dispositions, il est précisé dans le C.C.T.G. les conditions dans lesquelles sont effectués les différents essais sur matériaux et fournitures ainsi que sur les ouvrages en place à la charge et aux frais de l'entrepreneur, demandés par le maître d'œuvre.

Sauf stipulation contraire précise, ne rentrent pas dans cette catégorie les essais exceptionnels (chargement de pieu ou de plancher, par exemple) demandés en complément des essais courants dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité des ouvrages. Dans ce cas, il est fait application des dispositions sus-évoquées relatives aux essais complémentaires.

L'effectif de l'échantillon à contrôler et les essais à effectuer sont définis dans le fascicule "Méthodologie des essais de fonctionnement des installations".

Les procès-verbaux des essais devront être adressés par les entrepreneurs concernés au contrôleur technique en temps voulu pour que ce dernier puisse établir avant la réception, dans le cadre de sa mission, son rapport de fin de travaux destiné au maître de l'ouvrage et aux assureurs.

7.2.15 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les entrepreneurs sont tenus de procéder à un contrôle continu des fournitures qui lui sont livrées, des transformations qu'elles subissent dans ses ateliers ou sur le chantier et de la mise en œuvre, suivant une procédure dite auto contrôle qui devra être proposée à l'acceptation du Maître d'Œuvre et devra recueillir son accord.

Cette procédure définira notamment la cadence et la forme suivant lesquelles les constats d'auto contrôle seront remis par la suite au Maître d'Œuvre sous la responsabilité de l'entrepreneur.

Le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique auront, à tout instant, la faculté de s'assurer de la réalité des indications portées

sur les feuilles d'auto contrôle et de faire procéder, en cas de doute, à des vérifications spécifiques.

Certains contrôles seront effectués par le Contrôleur Technique dans le cadre de ses missions envers le Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, les entreprises mettront à disposition les matériaux, ouvrages et matériels ainsi que les outils courants de chantier nécessaires.

Tous les contrôles définis dans le marché sont à la charge exclusive du titulaire du lot intéressé.

Ces contrôles seront exécutés (toujours au frais du titulaire du lot concerné) par un bureau de contrôle ou un laboratoire notoirement confirmé que l'entreprise soumettra à l'agrément du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les échantillons de matériaux qui lui sont demandés en vue, notamment, des essais imposés ci-après. La fourniture de ces échantillons et les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur, sauf recours contre les entrepreneurs intéressés.

L'entrepreneur s'engage par ailleurs à réunir les justificatifs d'assurances de ses fournisseurs au cas où le recours à certains matériaux ou produits entreraient dans le champ d'application de l'article 7.2.17. ci-après.

Le maître d'œuvre et le contrôleur technique ont le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières de l'entrepreneur, des entrepreneurs cotraitants et de leurs sous-traitants agréés ainsi que de leurs fournisseurs, pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché. Les diligences nécessaires pour permettre ces contrôles incombent à l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage, suivant stipulations du C.C.A.P., impose à l'entrepreneur de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, l'entrepreneur n'en doit pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

Il peut être demandé aux fabricants d'exercer un contrôle sur l'application ou la pose des produits ou fournitures.

7.2.16 Qualité des travaux

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'art, exempts de toute malfaçon et présenter toute la perfection dont ils sont susceptibles. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'entrepreneur.

Celui-ci est également responsable vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi des matériaux, ainsi que des fautes et malfaçons commises par ses cotraitants, sous-traitants, fournisseurs, leurs agents ou leurs ouvriers, sauf son recours éventuel contre ceux-ci.

D'une façon générale, en complément des documents visés dans les pièces du marché (article 2), les documents suivants notamment doivent être considérés comme fixant les conditions imposées aux matériaux et à leur mise en œuvre :

- les règlements de construction en vigueur à la date du marché.
- les cahiers des charges et règles de calcul D.T.U. édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.),
- les cahiers des prescriptions techniques générales édités par le C.S.T.B.

7.2.17 Vices de construction

Lorsque le représentant habilité du maître de l'ouvrage présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, il peut prescrire, par ordre de service soit en cours d'exécution, soit avant la réception, toutes mesures propres à déceler les vices présumés.

Si l'entrepreneur ne se conforme pas à l'ordre reçu, il est procédé d'office à ces opérations en sa présence, ou lui dûment convoqué.

Les dépenses en résultant sont à la charge, de l'entrepreneur lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus et à la charge du maître de l'ouvrage dans le cas contraire.

La démolition des ouvrages ou parties d'ouvrages qui peut être exigée en cas de vices constatés et reconnus est à la charge de l'entrepreneur. Il en est de même de la reconstruction de ces mêmes ouvrages ou parties d'ouvrages.

7.2.18 Cessation absolue ou ajournement des travaux

Sous réserve des dispositions prévues au C.C.A.P. quant à la résiliation et à la mise en régie d'un marché, lorsque le maître de l'ouvrage ordonne la cessation absolue des travaux, le marché est immédiatement résilié.

L'entrepreneur a droit à une indemnité qui est fixée soit par accord amiable, soit par la juridiction compétente.

Lorsque le maître de l'ouvrage prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après le commencement d'exécution, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, s'il en fait la demande par écrit, sans préjudice de l'indemnité qui dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

La demande de l'entrepreneur n'est recevable que si elle est présentée dans le délai de QUATRE MOIS à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant l'ajournement des travaux.

Il en est de même dans le cas d'ajournements successifs dont la durée totale dépasse UN AN, même dans les cas où les travaux ont été repris entre-temps.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception des ouvrages exécutés. Lorsque le maître de l'ouvrage prescrit l'ajournement des travaux pour moins d'une année, l'entrepreneur n'a pas droit à la résiliation, mais seulement à une indemnité en cas de préjudice dûment constaté.

7.3 QUALITE - RECEPTION DES TRAVAUX

7.3.1 Généralités

La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserves.

Elle ne pourra être prononcée qu'après fourniture par les entrepreneurs concernés des procès-verbaux d'essais prévus dans le présent C.C.A.P. ; notamment ceux concernant l'isolation phonique et le fonctionnement des installations, et des divers certificats de conformité dont le coût est à la charge des entreprises.

En aucun cas, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, après l'expiration des délais prévus au calendrier détaillé des travaux, ne vaut réception. Celle-ci ne peut résulter que d'un procès-verbal prévu dans les conditions ci-après.

La réception des travaux par bâtiment doit être demandée au maître d'ouvrage par l'entrepreneur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et moyennant un préavis minimum de DEUX SEMAINES.

En cas de marchés passés en corps d'état séparés, la réception des travaux ne pourra être demandée qu'à l'achèvement de l'ouvrage c'est-à-dire à l'achèvement de la totalité des travaux des divers corps d'état intervenants sur le chantier et mentionnés au CCAP Titre I.

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions permettant la mise en service des locaux réceptionnés, avec ou sans réserves, conformément aux prévisions du calendrier de réalisation des travaux.

Les locaux et zones réceptionnés par le maître de l'ouvrage doivent être séparés des locaux et zones de chantier encore placés sous la garde et la responsabilité de l'entrepreneur.

7.3.2 Organisation de la réception

Avant la réception, l'entrepreneur doit impérativement remettre au maître de l'ouvrage, par l'intermédiaire du maître d'œuvre :

1. Les dessins et détails d'exécution "ne varietur" des travaux de bâtiment et des ouvrages exécutés
2. Pour les lots techniques, les schémas d'installations, les caractéristiques des appareillages mis en place avec les noms des fabricants, les notices de conduite et d'entretien correspondantes, pour constituer le dossier d'archives techniques de l'opération.

3. Les plans de récolement devront être fournis par l'entrepreneur et à ses frais en 4 exemplaires dont un reproductible.

7.3.2.1 Cas où les travaux sont recevables

Si le maître d'œuvre estime que les travaux sont recevables, notamment pour ce qui concerne la qualité de l'isolation phonique, le maître d'œuvre avise le maître de l'ouvrage des dates retenues et les opérations de réception sont effectuées par le maître d'œuvre en présence obligatoirement du maître de l'ouvrage, de l'entrepreneur et du contrôleur technique.

Le maître d'ouvrage dresse sur le champ un procès-verbal de réception contradictoire des opérations qu'il signe, l'entrepreneur et le contrôleur technique, et qu'il diffuse immédiatement à toutes les parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En ce qui concerne le lot chauffage, l'exploitant, s'il est désigné par le maître d'ouvrage, pourra être présent aux opérations de réception et approuver le procès-verbal de réception.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal de réception mentionne en détail avec un schéma de localisation explicite et pour chacun des corps d'état (ou lots) les omissions, imperfections, malfaçons ou non conformités.

En cas de groupement, seul l'entrepreneur mandataire du groupement participe à la réception et signe le procès verbal au nom du groupement. Il doit informer, sans délai, les entrepreneurs concernés des réserves formulées afin que le délai ci-dessous fixé soit respecté.

Le délai d'intervention de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux destiné à lever les réserves est fixé à TRENTE JOURS calendaires à partir du jour où le constat des réserves a été fait et il ne sera admis d'exception à cette règle que pour des motifs techniquement justifiés, sans toutefois pouvoir excéder TROIS MOIS.

7.3.2.2 Cas où les travaux sont ne sont pas recevables

Dans le cas où les réserves sont de nature à empêcher la prise de possession des locaux par l'acquéreur ou le locataire, l'usager, ou à troubler leur habitabilité ou leur usage normal :

L'entrepreneur devra effectuer immédiatement et à ses frais, les travaux prescrits par le maître d'ouvrage, susceptibles de supprimer provisoirement les nuisances.

En cas d'inexécution des travaux dans le délai de QUINZE JOURS précité, le maître de l'ouvrage adressera à l'entrepreneur concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une mise en demeure d'avoir à intervenir dans les CINQ JOURS de la réception de cette dernière.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage fera procéder aux travaux nécessaires aux frais et risques des défailants.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves devront être soumis, avant exécution, au maître d'œuvre pour approbation ainsi que le cas échéant pour avis au contrôleur technique, sans que pour autant les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques des entrepreneurs défailants et éventuellement le montant des pénalités de retard peuvent être prélevés sur les sommes dont le maître de l'ouvrage peut être encore redevable à chacun des entrepreneurs concernés et une compensation, dans ce cas, s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application de l'article 11.1.

7.3.3 Documents de récolement

Au cours des opérations de réception, l'entrepreneur devra fournir les documents permettant au maître d'œuvre de vérifier la conformité des fournitures et de l'exécution des ouvrages aux documents du marché, aux réglementations en vigueur.

Il fournit un état récapitulatif des réponses ayant été apportées au cours du chantier pour donner satisfaction aux observations éventuelles figurant au rapport préalable à la réception établi par le contrôleur technique.

Les plans et autres documents de récolement à fournir après exécution par l'entrepreneur devront être remis au Maître d'ouvrage 15 jours au plus tard après la notification de la décision de procéder à la réception des travaux.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établi ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs.

Ces documents seront produits en 5 exemplaires (dont un reproductible sous forme papier et un reproductible sous format informatique CD / DVD), ils seront identifiés, datés et répertoriés dans une liste.

7.3.4 Levée des réserves

Le procès-verbal de levée des réserves, signé par l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage, le contrôleur technique et éventuellement par les entrepreneurs intéressés, est notifié à toutes les parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si des ouvrages ou parties d'ouvrages ne sont pas parfaitement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient susceptibles de porter atteinte au parfait comportement des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, en raison de la faible importance des imperfections et difficultés que présenterait la remise en état conforme des ouvrages, renoncer à faire refaire les travaux jugés défectueux et proposer à l'entrepreneur un abattement de prix.

Si l'entrepreneur accepte l'abattement de prix fixé par le maître d'ouvrage, la réception et acquise et les malfaçons qui ont motivé l'abattement se trouvent couvertes par le fait même.

En cas de malfaçons ou de défaillances graves d'achèvement des travaux dûment constatées par le maître d'ouvrage, le cas échéant sur avis du contrôleur technique, le maître de l'ouvrage même requis par l'entrepreneur ou les entrepreneurs concernés de faire procéder à la réception des ouvrages, peut s'y refuser et en reporter l'époque à la date à laquelle les réfections ou compléments de travaux auront été exécutés, les pénalités de retard étant appliquées dans les conditions de l'article 8.4.2 ci-avant.

Le refus du maître de l'ouvrage sera notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'entrepreneur par le maître d'œuvre.

Le jour de la prise de possession par le maître de l'ouvrage, les clés dont le nombre par porte est indiqué au devis descriptif, sont remises au maître de l'ouvrage. Chaque clé est individualisée par une étiquette précisant sa destination.

7.3.5 Modalités particulières concernant la réception des ouvrages de VRD

La réception ne pourra être prononcée qu'après fourniture par l'entrepreneur des procès-verbaux d'essais concernant le fonctionnement des installations, et des divers certificats de conformité dont le coût est à sa charge.

Les ouvrages faisant l'objet d'une prise en charge par les Services Concessionnaires (eau, gaz, électricité, etc.) doivent recevoir tous les quitus nécessaires de la part de ces services, faute de quoi leur réception ne peut être prononcée.

7.3.6 Modalités particulières aux installations de chauffage central et de climatisation desservant plusieurs bâtiments.

Ces installations ne peuvent être reçues qu'après complet achèvement des travaux, tous les bâtiments étant raccordés, et présentation des divers certificats d'épreuves, des procès-verbaux d'essais prévus au C. C. T. G. et éventuellement des certificats de conformité technique.

Le maître d'œuvre dresse sur le champ, sous sa responsabilité, un procès-verbal de réception des installations qu'il vise et soumet à l'approbation de l'entrepreneur, de l'installateur, du contrôleur technique, de l'exploitant s'il est désigné et du maître de l'ouvrage, et qu'il diffuse immédiatement aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la réception comporte des réserves particulières, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Il est procédé ensuite comme il est dit à l'article 7.3 ci-dessus.

7.3.7 Modalités particulières aux installations diverses

Les installations diverses telles que réseaux d'évacuation des E.U. et E.P., réseaux d'eau, gaz et électricité, installations de

suppression d'eau, ascenseurs, monte-charges et autres équipements électromécaniques, antennes de télévision, etc., et qui sont communes à plusieurs bâtiments ne pourront faire l'objet d'une réception avant la réception du dernier bâtiment qu'elles desservent.

7.3.8 Modalités particulières aux travaux en site occupé

Lors d'une opération en site occupé, la libération des locaux au profit de l'entrepreneur peut s'avérer nécessaire niveau par niveau pour une intervention par étage, les occupants devant réintégrer les étages au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

Dès lors, l'entreprise devra mettre à disposition du Maître d'ouvrage chaque étage réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'aménagement sans que cette mise à disposition puisse valoir réception des travaux avec réserves au sens de l'article 1792-6 du Code Civil et de l'article 7.3 du présent CCAP Titre II.

Chaque mise à disposition fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire valant constat d'état des lieux au jour de la mise à disposition. Les travaux objets du marché seront réceptionnés à l'achèvement de la totalité de l'ouvrage.

D'un commun accord entre les parties, en cas de dommages survenus dans les locaux ainsi mis à disposition et relevant des garanties de la police multirisques de l'immeuble, la franchise contractuelle appliquée par l'assureur ne sera pas récupérée sur l'entreprise sauf si les dommages sont dus à sa faute et/ou s'ils trouvent leur origine dans les parties d'immeuble ou locaux non encore mis à disposition par l'entreprise.

7.3.9 Labels, essais, et organismes d'agrément et de contrôle des installations

7.3.9.1 Essais acoustiques

Les frais des mesures de contrôle commandées spécifiquement par le Maître d'Ouvrage à l'organisme devant attester de la qualité acoustique des logements sont à la charge exclusive de l'entrepreneur de gros œuvre.

Si les résultats de ces contrôles ne sont pas satisfaisants, toutes les modifications qui devront être apportées à l'opération de construction considérées seront mises à la charge des entreprises titulaires du présent marché ou les membres du groupement suivant une répartition à définir par le mandataire du groupement, ou, dans le cas de marchés de travaux en lots séparés, sur la base d'une répartition entre les corps d'état qui peuvent être présumés en partie responsables des mauvais résultats des essais proposée par le Maître d'œuvre, au prorata du montant de leurs lots respectifs.

7.3.9.2 Labels

Le prix global forfaitaire porté dans la soumission tient compte de toutes les dispositions permettant d'obtenir les labels définis au CCAP Titre I.

Si en fin de travaux, le niveau de qualité requis pour l'obtention des labels tel que définis au C.C.A.P. Titre I n'est pas atteint, l'entrepreneur sera tenu d'entreprendre les travaux nécessaires à l'obtention des labels précités.

L'entrepreneur s'interdit de proposer ou d'accepter toute modification au marché qui pourrait être de nature à remettre en cause l'attribution du ou des label(s) ainsi défini(s).

7.3.9.3 Honoraires du Consuel et Qualigaz

Les honoraires du Consuel et Qualigaz doivent être inclus dans l'offre des entrepreneurs des lots concernés à charge pour eux de les régler directement.

8 CALENDRIERS D'EXÉCUTION - DÉLAIS –PÉNALITÉS

8.1 DELAIS D'EXECUTION

Le délai global contractuel d'exécution des travaux et de livraison des ouvrages et les délais partiels correspondant éventuellement aux livraisons échelonnées des différents ouvrages de l'ensemble immobilier sont fixés par le C.C.A.P. Titre I.

Les délais commencent à courir à partir de la date fixée par l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier.

A défaut de précision dans le CCAP Titre I, les périodes d'arrêt pour intempéries sont comptées forfaitairement à 20 jours ouvrables par an.

8.1.1 Modification des délais

Toute modification de l'un quelconque des délais du marché doit faire l'objet d'un avenant.

D'une façon générale, les jours d'arrêt ou de ralentissement du chantier quelle qu'en soit la cause, doivent être consignés chaque semaine sur le compte-rendu de chantier, faute de quoi ils ne sont pas pris en compte pour l'examen éventuel d'une prolongation.

En outre, l'entrepreneur doit faire connaître dans les HUIT JOURS et par écrit au pilote et au maître d'œuvre, avec copie au maître de l'ouvrage, tout fait de nature à modifier les dates d'exécution prévues dans le calendrier détaillé.

Le délai d'exécution ne peut être prolongé que si le maître d'ouvrage reconnaît que les arrêts ou ralentissements dûment constatés et signalés, comme il est dit ci-dessus, résultent d'intempéries ou de cas de force majeure (notamment intempéries exceptionnelles). Ces intempéries ne sont prises en compte qu'à la double condition qu'elles aient réellement arrêté ou retardé l'avance du chantier et qu'elles aient été reconnues par la caisse des intempéries du bâtiment.

La prolongation accordée par voie d'avenant est alors égale à la différence entre la durée réelle des intempéries ou de leurs conséquences dûment constatées et acceptées par le maître d'œuvre et la durée forfaitaire prévue au marché.

La prolongation ne donnera lieu à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit. Il est précisé qu'alors, l'entrepreneur doit notamment prendre en charge, à ses frais, les installations nécessaires à l'exécution et la surveillance normales des travaux (installation de chantier, bureau de chantier, etc. ...).

Sauf disposition contraire expressément prévue dans l'ordre de service correspondant, les travaux modificatifs doivent être exécutés à l'intérieur du délai contractuel.

Il est précisé enfin qu'après expiration du délai contractuel, éventuellement prolongé comme il vient d'être dit, il n'est plus tenu compte à l'entrepreneur des nouvelles périodes d'intempéries ou de congés payés qui pourraient survenir, au simple motif qu'il n'aurait pas eu à en subir les conséquences s'il avait terminé les travaux dans le délai convenu.

8.2 CALENDRIER GENERAL D'EXECUTION

Le calendrier général d'exécution mentionné à l'article 5.1 ci-dessus, assorti, à la demande du maître de l'ouvrage, d'un échéancier de dépenses, indique les principales périodes d'intervention à l'intérieur du délai global.

Ce dernier comprend la période de préparation qui peut être précisée au CCAP Titre I.

Sont également incluses dans le délai global contractuel, les périodes de congés payés et d'intempéries normalement prévisibles, pour des durées qui sont fixées forfaitairement par le calendrier d'exécution, en fonction des dates probables d'intervention et du lieu des travaux.

Le maître d'ouvrage ne sera pas tenu d'indemniser l'entrepreneur si les travaux ne peuvent commencer, du fait du maître d'ouvrage, au jour fixé, sans préjudice des dispositions de l'article ci-après.

8.3 CALENDRIER DETAILLE

Dès la réception de l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier, l'entrepreneur est tenu, pendant la période de préparation d'établir et de soumettre pour accord au pilote, au maître de l'ouvrage un calendrier détaillé d'exécution de ses travaux.

Ce calendrier fait apparaître très précisément la période de préparation et les périodes d'intervention, les dates de livraisons des ouvrages en tenant compte du délai global, éventuellement des délais partiels, et des périodes d'arrêt ou de ralentissement normalement prévisibles en raison des périodes de congés payés et des intempéries saisonnières habituelles telles que pluie, neige, gelée ou verglas estimées en fonction du lieu et de la période d'exécution des travaux.

Il indique clairement tous les renseignements nécessaires sur l'alimentation du chantier en eau et en électricité, le matériel qui sera employé, la composition de la main d'œuvre et les prévisions d'approvisionnement et de fabrication en ateliers pour les ouvrages relevant du marché de travaux.

Le cas échéant, le pilote établit le planning de chantier après consultation de chaque entrepreneur qui est ensuite tenu de s'y soumettre.

Il mentionne la durée des intempéries prévisibles adaptées à la saison du chantier.

Les dates d'exécution et de présentation des différents ouvrages témoins sont précisés dans le CCAP Titre I ou à défaut à l'article 5.2 ci-après.

Le calendrier détaillé tient compte également de toutes les sujétions dues à l'exécution des travaux de V.R.D. que l'entrepreneur ne saurait ignorer, même s'ils ne font pas partie de son marché ; ces sujétions concernent notamment l'implantation des installations de chantier ainsi que la libération et la remise en état en temps voulu des abords et accès des immeubles.

Il est expressément stipulé que l'établissement et la présentation du calendrier détaillé d'exécution ne sauraient en aucun cas faire échec à l'application des clauses du marché, notamment en ce qui concerne les délais.

8.4 PENALITES

8.4.1 Pénalité pour retard dans l'exécution

Si les réceptions ne sont pas prononcées dans les délais contractuels globaux et partiels prévus au C.C.A.P. Titre I, l'entrepreneur doit, à titre de pénalité applicable immédiatement, et sans préjudice de plus amples dommages-intérêts éventuels, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, payer au maître de l'ouvrage une somme dont le montant est fixé forfaitairement à UN DEUX MILLIEME du montant global du marché par jour calendaire de retard si celui-ci concerne les réceptions des travaux. Le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Le montant global du marché s'entend comme la somme totale des marchés de travaux tous corps d'états confondus contribuant à la réalisation de l'ouvrage. En cas de délais partiels, les pénalités sont fixées sur les montants partiels des travaux correspondants.

Pour un retard sur la présentation des ouvrages témoins au délai fixé au C.C.A.P. Titre I ou à l'article 5.2, l'entrepreneur doit, à titre de pénalité applicable immédiatement, et sans préjudice de plus amples dommages-intérêts éventuels, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, payer au maître de l'ouvrage une somme dont le montant est fixé forfaitairement à **UN TROIS MILLIEME** du montant global du marché par jour calendaire de retard avec un minimum de **200€ HT** par jour calendaire. Le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

8.4.2 Pénalité pour retard dans la levée des réserves après réception

En cas de retard dans la levée des réserves après réception, l'Entrepreneur subira une pénalité de **300 Euros HT** par jour de retard calendaire, comptée à partir de la date de réception de la mise en demeure jusqu'au jour de la levée des réserves par le Maître d'œuvre.

8.4.3 Pénalité pour retard de fourniture de documents d'exécution

Pour tout retard dans la remise au maître d'ouvrage, au pilote, au contrôleur technique ou tout intervenant dans le délai imparti par le maître d'œuvre ou le pilote, des dessins, plans, notes et détails d'exécution, note de calcul des ouvrages à exécuter, ainsi que les schémas et documents techniques il sera appliqué une pénalité fixée forfaitairement à UN TROIS-MILLIEME du montant global du marché par jour calendaire de retard, avec un minimum de 300€ HT par jour calendaire de retard, sans plafond.

S'il s'agit d'entrepreneurs groupés, le mandataire commun répartit les pénalités entre les entrepreneurs responsables des retards, sous l'autorité du maître d'œuvre qui en informe le maître de l'ouvrage. Si cette répartition ne peut être indiquée par le mandataire commun dans le délai d'un mois à compter de la mise en demeure qui lui en est faite, les pénalités sont imputées sur le décompte général et définitif de son marché.

Les pénalités sont appliquées à titre provisoire dès la première constatation d'un retard par rapport au calendrier d'exécution. Les pénalités provisoires ne peuvent être remboursées que s'il est constaté par la suite que les délais prévus sont finalement respectés et dans la mesure où les retards provisoires n'ont eu de conséquence pour qui que ce soit. Le montant des pénalités de retard est déduit d'office du décompte définitif des entrepreneurs pénalisés ou du montant des acomptes si cela est nécessaire à la sauvegarde des intérêts du maître de l'ouvrage, notamment en fin de travaux.

8.4.4 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion

L'entrepreneur, dans le cas où il s'est engagé à suivre une démarche d'insertion par l'économie par l'embauche de personnes en difficulté, et dans le cas où il ne respecterait pas cet engagement, après mise en demeure faite par le Maître d'Ouvrage, se verra appliquer une pénalité d'un montant de deux fois le SMIC par poste et par mois de contrat de travail non réalisé.

Si un licenciement d'une personne embauchée au titre de l'insertion par l'économie survient au cours du premier trimestre d'exécution du contrat, l'entreprise doit tout mettre en œuvre pour embaucher un remplaçant dans les conditions initiales. A défaut, les pénalités ci-dessus s'appliquent.

Le Maître d'Ouvrage exercera ces pénalités de manière définitive et automatique. L'élément de référence sera le calendrier d'exécution et le compte rendu de chantier avec une tolérance pour l'application des pénalités de 5 jours ouvrables.

La totalité des sommes retirées du marché aux titres des pénalités seront reversées intégralement par le Maître d'Ouvrage au compte prorata.

8.4.5 Autres pénalités

8.4.5.1 Pénalité pour retard dans la remise des mémoires et décomptes définitifs

En cas de non présentation de leurs mémoires définitifs dans le délai fixé à l'article 10.3 ci-après, le maître de l'ouvrage, se réserve le droit d'appliquer aux entrepreneurs retardataires une pénalité calculée à raison de **UN DEUX-MILLIEME** du montant révisé de leur lot par jour calendaire de retard avec un minimum de **300€ HT** par jour calendaire de retard.

Cette pénalité peut être réduite de moitié si le retard n'excède pas DIX jours.

Le maître de l'ouvrage peut également, à compter de la date d'expiration du délai prévu par la mise en demeure, notifier à l'entrepreneur sa décision de faire établir la situation récapitulative à ses frais. Dans ce cas, la pénalité prévue ci-dessus cessera de courir lors de la notification du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage et, en tout état de cause, six mois après la notification susvisée.

8.4.5.2 Pénalité pour retard dans la libération, le nettoyage et la remise en état du chantier

L'entrepreneur doit libérer et remettre en état, dans le délai qui lui est imparti par courrier du maître d'ouvrage, les emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage lorsque celui-ci le lui demande dans l'intérêt de l'opération.

Les pénalités qui seront appliquées si l'entrepreneur ne se conforme pas aux instructions qui lui sont données par l'ordre de service, sont fixées à **UN TROIS-MILLIEME** du montant global du marché par jour calendaire de retard avec un minimum de **300 € HT** par jour calendaire de retard.

8.4.5.3 Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier

Toute absence au rendez-vous de chantier est pénalisée à raison de :

- Entreprise principale ou générale **300 Euros HT** (Trois cents euros HT) par absence
- Autres entreprises..... **100 Euros HT** (Cent euros HT) par absence

Le remplacement de l'entrepreneur par un collaborateur non qualifié est considéré comme une absence et pénalisé.

8.4.5.4 Pénalité pour manquements en matière de sécurité et protection de la santé

Toute infraction à la loi précitée relevée par le coordonnateur ou l'inspection du travail ou ses représentants, ou tout retard ou manquement dans l'exécution des prescriptions du coordonnateur dans le cadre du P.G.C., ou en dehors, sera pénalisée à raison de **UN TROIS-MILLIEME** du montant du marché de l'entrepreneur considéré avec un minimum de 150 Euros par jour de retard, par rapport au délai prescrit par écrit par le coordonnateur ou le maître d'œuvre ou le pilote ou le maître d'ouvrage, sans que cela empêche la prise de mesure d'urgence aux frais de l'entrepreneur sans mise en demeure préalable.

En cas de non port de badge, l'Entrepreneur subira une pénalité de **100 Euros HT** à chaque défaut constaté et par personne.

8.4.5.5 Pénalité pour retard dans la remise des plans et documents de récolement

En attente de ces documents, il sera appliqué une retenue égale à :

-**Trois pour mille** du montant du marché de l'entreprise concernée par jour calendaire de retard avec un minimum de **300 € HT** par jour calendaire.

Ces retenues seront levées après le dépôt des documents de récolement, en bonne et due forme et acceptés comme tels par le Maître d'œuvre.

8.4.5.6 Pénalité pour retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux

Pendant la période de préparation et durant la période d'exécution des travaux, en cas de retard dans la remise ou la diffusion d'un document, plan d'exécution, note et calcul, l'Entrepreneur subira une pénalité de **150 Euros HT** par jour de retard calendaire, comptée à partir de la date de réception de la mise en demeure jusqu'au jour de la remise des documents au Maître d'œuvre.

8.4.5.7 Pénalité pour retard dans la fourniture de documents concernant un sous-traitant

Il sera appliqué une pénalité de **300 Euros** par jours calendaires de retard, en cas de non présentation d'un sous-traitant ou en cas de retard dans l'envoi d'un document nécessaire à son agrément.

8.4.5.8 Pénalité pour retard dans la présentation sur chantier des échantillons et prototypes

En cas de retard dans la présentation des échantillons et des prototypes, l'Entrepreneur subira une pénalité de **150 Euros HT** par jour de retard calendaire, comptée à partir de la date de réception de la mise en demeure jusqu'au jour de la présentation au Maître d'œuvre.

8.4.5.9 Pénalité pour retard dans les essais COPREC

Pour les travaux relatifs aux installations techniques visés par la réglementation des essais COPREC (VMC, canalisations, par exemple).

En cas de retard dans la remise des PV d'essais COPREC d'un corps d'état, l'Entrepreneur subira une pénalité de **100 Euros HT** par jour de retard calendaire, comptée à partir de la date de réception de la mise en demeure jusqu'au jour de la remise des documents au Maître d'œuvre.

D'autre part, les fiches COPREC conditionnant la validité des assurances souscrites par le Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur s'exposera à des poursuites judiciaires, notamment dans le cas de sinistre survenant après réception, au cas où cette

entreprise n'aurait pas fourni ces fiches bien qu'elle ne soit pas concernée dans le sinistre.

8.4.5.10 Autres pénalités

D'autres pénalités peuvent être prévues dans le C.C.A.P. Titre I, non seulement en raison de la destination des ouvrages, mais pour tous les cas où l'un des entrepreneurs du groupement ne remplit pas d'une manière satisfaisante les obligations de son contrat (remise des plans, libération des terrains, retard perturbant la marche du chantier, etc. ...).

9 RESPONSABILITES ET GARANTIES

9.1 PERIODES DE GARANTIE

Les périodes de garantie prévues aux articles 1792-2, 3, 4, 6 et 2270 du Code Civil ont pour point de départ le jour de la réception dans les conditions prévues à l'article 1792-6 du Code Civil.

Elles courent, depuis cette date, pendant :

- **DIX ANS** : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :
 - qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage (article 1792 Code Civil),
 - qui affectent l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement et rendent l'ouvrage impropre à sa destination (article 1792 du Code Civil),
 - qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un bâtiment lorsque ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert (article 1792-2 du Code Civil).
- **DEUX ANS** au moins (sauf allongement de la garantie prévue au C.C.A.P. Titre I) au titre de la garantie de bon fonctionnement dont sont redevables les entrepreneurs et qui porte sur :
 - les éléments d'équipements du bâtiment autres que ceux qui font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert (article 1792-3 du Code Civil).
- **UN AN** : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les entrepreneurs sont tenus (article 1792-6 du Code Civil) et qui s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Il sera remédié aux désordres relevant de ladite garantie, révélés postérieurement à la réception, dans les conditions de l'article 7.3.2.

La simple notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par le maître de l'ouvrage à l'entrepreneur, vaudra injonction d'exécuter dans le délai de QUINZE JOURS. A défaut d'exécution dans ce délai, les travaux pourront être exécutés aux frais et risques des entreprises.

De plus, les entrepreneurs qui installent au titre de leur marché des éléments d'équipement autres que ceux prévus aux articles 1792-2 et 1792-3 du Code Civil (équipements et appareils ménagers ou domestiques et équipements installés pour permettre l'exercice d'une activité professionnelle quelconque dans le bâtiment), sont tenus à une obligation de garantie d'une durée minimale de DEUX ANS (sauf clause contraire prévue au C.C.A.P. Titre I) à partir du jour de la réception.

9.2 ASSURANCES

9.2.1 Polices souscrites par le maître d'ouvrage

9.2.1.1 Dommages-Ouvrage

Le maître de l'ouvrage souscrira une Police Dommages-ouvrage conformément à la législation en vigueur.

9.2.1.2 Garanties complémentaires à l'assurance dommage-ouvrage

Le maître d'ouvrage pourra souscrire les garanties complémentaires TRC ou garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables, des dommages immatériels consécutifs et si besoin est, la garantie des dommages aux existants.

Le Maître d'Ouvrage pourra souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier couvrant à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant.

Ces options seront précisées au CCAP Titre I.

Il est ici précisé que la garantie de la TRC s'exercera au profit des intervenants sur le site pour les dommages causés à leur propre ouvrage et que l'assureur TRC se réserve la faculté d'exercer son recours à l'encontre des intervenants ou de leurs assureurs.

La franchise contractuelle sera supportée par le ou les intervenants responsable(s) des dommages ; dans le cas où le dommage ne pourrait être imputé à un intervenant, la franchise sera imputée par le ou les entreprise(s) dont les ouvrages sont endommagés.. A défaut, elle sera imputée au compte prorata du chantier.

Lorsque le Maître de l'ouvrage a souscrit, pour le compte commun des entrepreneurs participant à la construction, des polices pour garantir certains ouvrages de génie civil et/ou certains risques non garantis par les polices des entrepreneurs ou par les polices souscrites par le Maître d'Ouvrage, l'entreprise et ses assureurs éventuels renoncent à tout recours qu'ils pourraient envisager d'exercer contre le souscripteur de l'assurance pour compte ou contre toute personne mandatée pour la mise en place des contrats, en cas de refus, déchéance ou limitation de garantie pouvant être opposés par la compagnie d'assurance, dans le cadre de l'instruction ou du règlement d'un sinistre.

9.2.2 Garantie d'assurance des intervenants, notamment des entrepreneurs

9.2.2.1 Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

Les intervenants au chantier devront, conformément à la loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le Maître d'ouvrage.

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le Maître d'ouvrage se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leurs frais.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil, les dommages éventuels portant atteinte aux existants du fait des travaux neufs et survenant après réception et les dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, Qualifanten, ..., ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par les assureurs des lots et activités qui leur sont attribués.

Tout sous-traitant doit être bénéficiaire d'une police de RC Décennale le garantissant dans les mêmes conditions que s'il était directement lié au Maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage (en conséquence : maintien de la garantie dans le temps pendant dix ans, à compter de la réception). En complément, cette police devra comporter les garanties complémentaires telles qu'évoquées ci-avant.

Cette police de Responsabilité Décennale et les garanties évoquées ci-dessus sont imposées contractuellement par le traitant à

son ou ses sous-traitants dans son ou leurs marchés.

9.2.2.2 Polices de responsabilité civile

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant, pour des montants suffisants eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu de droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'ouvrage.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

9.2.2.3 Police souscrite par les fabricants d'EPERS

Lorsque la conception des bâtiments prévoit "un ouvrage ou partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance", les entrepreneurs concernés doivent produire avec leurs offres et pour les solutions proposées, les attestations de fabricants les approvisionnant.

Les garanties des contrats, souscrits par le fabricant couvriront l'ensemble de ses responsabilités et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée sur le fondement de l'article 1792-4 du Code Civil.

De telles attestations seront également exigées par le Maître d'ouvrage pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché.

9.2.2.4 Assurance relative aux biens de l'entrepreneur et/ou des sous-traitants

L'entrepreneur et les sous-traitants sont tenus de souscrire, à leurs frais, toute assurance nécessaire à garantir les vols, dégradations, avaries, pertes destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, matériaux stockés sur le chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantiers et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

9.2.3 Attestations d'assurances

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être :

- jointes à l'offre - cette dernière sera considérée comme incomplète et par conséquent rejetée, faute de l'un de ces documents ;
- adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage.

Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront **être datées de moins de trois mois** et **émaner de la Compagnie d'assurance elle-même** ou d'un agent d'assurance.

Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes. L'attestation d'assurance décennale devra être nominative au chantier, comporter le montant de ses garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux et comporter la mention des lots et activités garantis.

9.2.4 Absence ou insuffisance de garanties

Toute surprime appliquée par les assureurs du Maître d'ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est fait par ce dernier.

En outre, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si l'ouvrage objet du marché nécessite des garanties plus élevées ou plus étendues.

Le Maître d'ouvrage se réserve enfin la possibilité de souscrire, pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature ou en montant de garantie.

9.2.5 Sanction de défaut d'assurance

Faute par les entrepreneurs ou les sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus, et du paiement régulier des primes sur simple notification du maître de l'ouvrage :

1. au moment des offres : celles-ci sont considérées incomplètes et par conséquent rejetées,
2. à tout moment de l'exécution des ouvrages : leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs et sans préjudice des dispositions de l'article 12.1.3

9.2.6 Cas particulier des travaux de désamiantage (retrait de flocage, neutralisation, décontamination, gestion des déchets ...)

En complément de l'article 9.2, les entrepreneurs et leurs sous-traitants titulaires de ces marchés doivent justifier, avant toute intervention sur le chantier, de la souscription d'une police d'assurance R.C. y compris R.C. atteintes à l'environnement (POLLUTION ACCIDENTELLE ET GRADUELLE) couvrant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité du fait des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers (y compris le Maître d'Ouvrage, les cotraitants et autres intervenants) par les préposés de l'entreprise, salariés ou non, par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation de leur entreprise :

- pendant les travaux,
- après les travaux et/ou réception.

L'attestation d'assurance doit impérativement émaner d'une compagnie d'assurance et mentionner les renseignements suivants :

- a) nom et adresse de l'entreprise titulaire du marché,
- b) application des garanties pour les activités dont l'entreprise est titulaire dans le cadre du présent marché,
- c) nature des garanties et leur montant minimal ci-après :
- d) atteintes à l'environnement : 381 122,54 Euros par chantier
- e) dommages corporels, matériels et immatériels : 762 245,09 Euros par année d'assurance
- f) dommages corporels, matériels et immatériels :
 - 762 245,09 Euros par sinistre pendant travaux
 - 762 245,09 Euros par sinistre et par année d'assurance après travaux et/ou réception
- g) période de validité des garanties,
- h) justification de paiement de la prime.

10 ÉTABLISSEMENT DES COMPTES

10.1 MONTANT DU MARCHÉ

Le montant initial du marché est égal au montant indiqué par l'entrepreneur dans sa soumission.

L'entrepreneur reconnaît formellement que les prix hors T.V.A. figurant au marché, qu'il s'agisse des prix forfaitaires globaux ou des prix unitaires des bordereaux, tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché, y compris les impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ces prix tiennent compte de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux et, notamment, des circonstances locales et de la situation géographique du chantier (frais de transport du matériel et des matériaux, indemnités de déplacement et de panier, surveillance du chantier, découverte de vestiges archéologiques etc. ...).

Ils tiennent compte également du bénéfice des entrepreneurs.

Il en va de même des travaux modificatifs quel que soit le mode de fixation du prix correspondant.

De plus, le montant du marché comprend :

- les frais relatifs au compte prorata, quel que soit leur montant que le maître de l'ouvrage n'a pas à connaître ; l'entrepreneur fait son affaire de la tenue de ce compte et de son règlement, sous réserve des dispositions de l'article 6.7.6 ci-avant,
- les frais inhérents à la fonction de mandataire commun ou d'entrepreneur dominant,
- les frais d'assurances résultant des dispositions de l'article 9.2,
- les frais d'essais divers prévus,
- les frais de Consuel et de Qualigaz (pour les corps d'état concernés),
- les frais inhérents à une évolution du PGC SPS.

L'entrepreneur seul responsable avec chacune des entreprises de la part des travaux réalisés par chacune d'elles est garant à l'égard du maître de l'ouvrage du respect du forfait global.

Les divergences éventuellement relevées en cours d'exécution par rapport aux quantités figurant aux devis quantitatifs et estimatifs, de même que les erreurs qui peuvent être décelées dans les calculs ayant fixé le prix global forfaitaire, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification de celui-ci tel qu'il figure à la soumission acceptée.

10.1.1 Travaux modificatifs et augmentatifs

Les travaux modificatifs et augmentatifs ont un caractère d'exception.

En cas d'augmentation ou de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité tant que la diminution, évaluée aux conditions initiales du marché, ne dépasse pas un quart du montant du marché, ou un cinquième dans le cas d'augmentation.

Ce pourcentage est porté à 50 pour 100 pour les travaux d'entretien, de réparation et réhabilitation.

Ils ne peuvent être entrepris sans une lettre de commande ou ordre de service pour travaux supplémentaires préalable du maître de l'ouvrage incluant un avenant modificatif au devis descriptif du marché.

Si l'augmentation est supérieure au pourcentage susvisé, l'entrepreneur a droit à la résiliation immédiate de son marché, sans indemnité, à condition toutefois d'en avoir fait parvenir la demande écrite au maître de l'ouvrage, dans le délai de DEUX MOIS à partir de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation du montant des travaux au-delà du pourcentage fixé.

Si la diminution est supérieure au pourcentage susvisé, l'entrepreneur peut présenter en fin de compte une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui ont causé les modifications survenues à cet égard dans les prévisions du projet.

A défaut d'entente amiable l'indemnité est fixée par la juridiction compétente, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que ci-dessus.

Ces travaux sont réglés de la manière suivante :

10.1.1.1 Travaux ajoutés

Ils sont traités à des prix portant référence économique du marché :

- s'ils sont de même nature que ceux portés sur le devis quantitatif et estimatif, les travaux modificatifs et augmentatifs sont réglés par application de prix unitaires qui ne peuvent être supérieurs aux prix figurant sur ce devis.
- s'ils ne concordent pas avec ceux portés sur le devis quantitatif et estimatif mais peuvent y être comparés, des prix nouveaux sont convenus avant l'exécution desdits travaux à partir des prix figurant sur ce devis.

A défaut d'assimilation, des prix unitaires sont définis soit sur des bases homologues à celles du marché, soit à des prix fermes et non révisables.

10.1.1.2 Travaux de mise en conformité

Les travaux de mise en conformité des bâtiments avec les règles de construction applicables au marché, rendus nécessaires par un manquement ou une erreur d'un des intervenants au marché, ne donneront lieu à aucun règlement.

De même les dispositions prises par les entreprises pour répondre aux prescriptions du contrôleur technique ne donneront lieu à aucun supplément de prix.

10.1.1.3 Travaux supprimés

Les travaux supprimés sont toujours évalués aux conditions initiales du marché.

10.2 DECOMPTE PROVISoire

10.2.1 États mensuels

L'entrepreneur remet chaque mois au maître d'ouvrage à la date fixée par celui-ci un projet de décompte mensuel établi en deux exemplaires sur des imprimés fournis par le maître de l'ouvrage.

Les travaux sont réglés à l'entrepreneur par versement d'acomptes calculés par le maître d'œuvre à partir des projets de décompte acceptés ou rectifiés.

En tout état de cause, les paiements sont subordonnés à la production préalable :

- pour tous les corps d'état :
 - des dossiers complets de marché,
 - des documents visés à l'article 9.2 "Assurances",
 - des documents relatifs à la sécurité et protection de la santé;
- et pour les corps d'état portant sur la structure, les fondations ou à caractère technique :
 - des dossiers techniques

10.2.2 Base de règlement des comptes et modalités de calcul

Le montant des acomptes est établi à partir de la décomposition du prix global et forfaitaire « DPGF » ou « DQE »,

L'entreprise propose au Maître d'ouvrage le pourcentage d'exécution de chaque ouvrage suivant prescriptions spécifiques fournies dans le CCTP.

Cette présentation est réalisée lors d'une réunion avec la Maîtrise d'ouvrage fixée entre le 25 et le 26 de chaque mois suivant calendrier.

Le Maître d'ouvrage devra, à l'issue de cette réunion, corriger éventuellement la situation d'avancement, dater et viser avec la mention 'Bon pour Avancement'.

L'entrepreneur reporte ces pourcentages sur le projet de décompte sur l'imprimé fourni par le maître d'ouvrage.

Ce document fait ressortir, notamment, au dernier jour de chaque mois :

- le numéro d'ordre référencé dans la décomposition jointe au marché,
- le libellé de l'ouvrage,
- le montant total et détaillé des travaux à exécuter,
- le montant total et détaillé des travaux exécutés au titre du forfait comprenant :
 - la quantité totale d'ouvrages à réaliser au titre du marché suivant la décomposition,
 - les prix unitaires affectés à chaque ouvrage,
 - les produits quantités et prix unitaires "marché",
 - les pourcentages acceptés par le maître d'œuvre,
 - le produit de ces pourcentages par le produit "marché",
- le montant total et détaillé des travaux supplémentaires exécutés aux conditions du marché,
- le montant total et détaillé des travaux supplémentaires exécutés à prix fermes et non révisables,
- l'inventaire et le montant total et détaillé des approvisionnements pris en compte.
- les retenues et pénalités définies ci-après.
- la retenue de garantie,
- l'actualisation et de la révision des prix,
- des retenues pour remboursement éventuel de l'avance de démarrage,
- des pénalités et retenues éventuelles
- et généralement de toutes les sommes à la charge de l'entrepreneur ou lui profitant.

Le projet de décomptes est présenté pour signature au Maître d'ouvrage avant le 1 du mois suivant celui d'exécution des travaux.

Le projet de décompte établi le mois "m" doit être remis par le maître d'ouvrage au plus tard pour le 5 du mois "m+1" avec la mention « BON POUR PAIEMENT » signé du Maître d'œuvre.

Au-delà de cette date et dans le seul cas d'un retard généré par l'entreprise, il est reporté automatiquement au mois suivant sans réajustement de la date d'exécution et sans que les entreprises puissent élever de réclamation. Le délai de mandatement est prolongé de la période égale à la durée du mois de décalage.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est reporté automatiquement au mois suivant sans réajustement de la date d'exécution et sans que les entreprises puissent élever de réclamation.

Le délai de mandatement est prolongé de la période égale à la durée du mois de décalage.

Les décomptes mensuels sont visés, en cas d'entreprises groupées, pour accord par le mandataire commun du groupement.

10.3 MEMOIRE ET DECOMPTE DEFINITIFS

Sauf dispositions contraires du C.C.A.P. Titre I dans le délai de QUARANTE CINQ JOURS à dater de la réception ou de la résiliation, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre un projet de décompte final de ce qu'il estime lui être dû en application du marché.

Si le projet de décompte n'est pas remis au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, celui-ci peut faire constater, aux frais de l'entrepreneur, le montant des travaux effectués.

Le maître d'œuvre examine le projet de décompte final et établit le décompte final des sommes dues en exécution du marché, après calcul de l'incidence de l'actualisation ou de la révision des prix qu'il transmet au maître d'ouvrage.

Dans le délai de QUARANTE CINQ JOURS de la réception du décompte final du maître d'œuvre, ou dans le cas d'application du 2e alinéa ci-dessus, dans le délai de SIX MOIS de la réception des travaux, le maître de l'ouvrage signifie à l'entrepreneur ce décompte final, réserve faite s'il y a lieu de l'application définitive de la formule de variation.

L'entrepreneur dispose de TRENTE JOURS à compter de la signification pour présenter par écrit ses observations éventuelles. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte définitif.

Le maître de l'ouvrage dispose de TRENTE JOURS pour faire connaître par écrit s'il accepte ou non ces observations. Passé ce

délai, il est réputé avoir rejeté ces observations.

Les mémoires et décompte définitifs sont visés, en cas d'entreprises groupées, pour accord par le mandataire commun du groupement.

10.4 MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués sauf dispositions contraires indiquées au CCAP Titre I, par virements bancaires, dans le délai maximum de QUARANTE-CINQ jours fin de mois de travaux, par le maître de l'ouvrage des états d'acompte établis par le maître d'œuvre.

Après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, les retards de paiement ouvrent droit pour l'entrepreneur au paiement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt légal de l'année en cours, augmenté de 2,5 points.

11 FINANCEMENT ET GARANTIES

11.1 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie est effectuée d'office sur les acomptes sur travaux.

Elle est acquise de plein droit au maître de l'ouvrage en cas de réserves émises à la réception des travaux et dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à CINQ POUR CENT (5%) du montant éventuellement actualisé et révisé des travaux exécutés.

Conformément à la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, une somme égale à la retenue effectuée, et non productive d'intérêt, est consignée par le maître de l'ouvrage entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations - 56, rue de Lille - PARIS 7e, qui est expressément autorisée à verser au maître de l'ouvrage, sur son ordre et sans pouvoir refuser d'effectuer le paiement pour quelque motif que ce soit, la somme dont il jugerait devoir rentrer en possession.

Les sommes consignées, ou éventuellement, le solde, sont versés à l'entrepreneur dans le délai d'UN AN à compter de la réception, sauf si le maître de l'ouvrage a fait opposition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au consignataire avant l'expiration dudit délai.

La retenue de garantie ne peut notamment être libérée tant que le décompte définitif n'est pas établi.

11.1.1 Caution en substitution de la retenue de garantie

L'entrepreneur peut substituer à la retenue de garantie une caution personnelle et solidaire d'une banque ou d'un établissement financier habilité selon le décret du 24 décembre 1971.

L'acte de caution doit préciser que la caution s'engage solidairement avec l'entrepreneur.

Il est expressément stipulé qu'en cas de réception partielle des ouvrages, objet du marché précité, les effets de la présente caution seront maintenus jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de la dernière réception.

La caution est libérée dans le délai d'UN AN à compter de la réception sauf si le maître de l'ouvrage a fait opposition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à elle adressée, avant l'expiration dudit délai. Dans ce dernier cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par une main levée délivrée par le maître de l'ouvrage.

Si au cours de l'exécution du marché, la caution est défaillante ou fait l'objet d'un retrait d'agrément, l'entrepreneur sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité est tenu dans les VINGT JOURS qui suivent la date de l'ordre de service lui notifiant la révocation de la caution soit de fournir une autre caution également agréée s'engageant pour la totalité des travaux faisant l'objet du marché. Faute par lui de ce faire, le maître de l'ouvrage pourra soit suspendre les paiements jusqu'à la production du nouvel engagement de caution soit, si une retenue de garantie a été prévue, réaliser immédiatement les

retenues en tenant compte de la totalité des travaux exécutés.

11.2 AVANCE DE DEMARRAGE

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage, sauf disposition contraire figurant au CCAP Titre I.

Dans ce cas, le montant de cette avance ne pourra dépasser CINQ POUR CENT du montant total initial exprimé H.T. de la part des travaux confiés par le marché à l'entrepreneur intéressé.

Les demandes doivent être accompagnées de l'engagement d'un organisme bancaire agréé par le Ministère de l'Économie et des Finances se portant caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur pour le remboursement de l'avance demandée ou fournissant une garantie à la première demande.

L'avance de démarrage est accordée après envoi de l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier et ne peut être versée qu'au plus tôt UN MOIS avant le commencement des travaux du lot concerné.

L'avance est remboursée au moyen d'une retenue effectuée d'office, jusqu'à due concurrence sur les décomptes de travaux de l'entrepreneur intéressé, lorsque le montant des travaux exécutés a atteint 25% du montant du marché.

Cette retenue est calculée en appliquant à la différence entre le montant cumulé des travaux exécutés (non compris les approvisionnements) et le quart du montant du marché, un pourcentage égal à une fois et demie le taux de l'avance de démarrage, soit :

$$(1,50 \times A) / 100 (T - M/4)$$

- A étant le taux de l'avance de démarrage,
- T le montant des travaux exécutés,
- M le montant du marché.

La disposition ci-dessus a le caractère d'une règle comptable constituant pour le maître de l'ouvrage une simple faculté ; selon les circonstances, celui-ci se réserve la possibilité de récupérer en une seule fois le solde non remboursé de l'avance.

11.3 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT

Il peut être délivré aux entrepreneurs des acomptes sur le prix des matériaux, fournitures et ensembles manufacturés non périssables, approvisionnés sur le chantier et dont l'importance ne peut dépasser celle correspondant à une mise en œuvre dans un délai de QUATRE MOIS.

Ces matériaux dont l'entrepreneur conserve la garde et la responsabilité et qu'il ne peut utiliser que pour les travaux prévus au marché, doivent faire l'objet d'une assurance vol et incendie à la charge de l'entrepreneur et au moins égale à la valeur desdits matériaux.

Les approvisionnements doivent avoir été acquis en toute propriété par l'entrepreneur.

En conséquence, aucun acompte ne sera délivré tant qu'un certificat de propriété établi par l'entrepreneur et qu'une attestation de paiement dûment référencée émanant du fournisseur n'auront été remis au maître d'ouvrage.

Toutefois, aucun de ces justificatifs ne sera exigé si l'entrepreneur remet une caution personnelle et solidaire d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret, destinée à couvrir le remboursement des approvisionnements.

Le versement des acomptes sera plafonné au montant figurant à l'acte de caution, et entraînera transfert de propriété au profit du maître d'ouvrage.

Le stock doit être individualisé ; des panneaux indiquent qu'il est la propriété du maître de l'ouvrage. Toutefois, si le marché est résilié pour quelque cause que ce soit, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité, soit de conserver la propriété de ces matériaux, à charge pour lui de solder la fraction de leur valeur non couverte par l'acompte déjà versé, soit de la refuser, auquel cas l'entrepreneur doit restituer les acomptes perçus.

Les acomptes sont payés sur production d'inventaires mensuels portés sur les états de situation et vérifiés par le maître d'œuvre, en appliquant les prix unitaires définis dans le bordereau d'approvisionnement joint au marché.

Le montant de ces acomptes varie suivant les corps d'état ; il ne peut excéder SOIXANTE DIX POUR CENT de la valeur des matériaux approvisionnés, ou le montant de la caution précitée s'il est inférieur.

Les sommes versées au titre des approvisionnements donnent lieu à l'application des clauses éventuelles de variations des prix pour le mois où elles sont portées sur situation.

En aucun cas, le montant cumulé des travaux, des approvisionnements et de la partie non encore remboursée de l'avance de démarrage ne peut dépasser le montant global forfaitaire fixé par la soumission.

Il est spécifié que le paiement des acomptes sur matériaux, fournitures et ensembles manufacturés approvisionnés sur le chantier, ne préjuge pas de leur acceptation par le maître de l'ouvrage, cette acceptation ne pouvant être acquise que lors de la réception des travaux.

11.4 NANTISSEMENT

Chaque entrepreneur est autorisé à remettre, sous réserve des dispositions de l'article 6.4, le marché en nantissement dans les conditions du droit commun pour la partie qui le concerne.

Dans ce cas, il doit, par l'intermédiaire du mandataire commun, dans le cas d'entrepreneurs groupés, faire parvenir au maître de l'ouvrage, la photocopie de l'original du présent C.C.A.P. signée des parties, accompagnée d'un certificat indiquant le montant total du marché tel que prévu à la soumission, pour les travaux à la charge de l'entrepreneur et le montant des acomptes ou avances déjà réglés.

Ces pièces, qui valent titre pour la constitution du nantissement, doivent après avoir été certifiées conformes, être revêtues de la mention "exemplaire unique".

Il ne peut être établi qu'un seul exemplaire pour chaque entrepreneur.

Le créancier nanti doit se conformer aux dispositions de l'article 2075 du Code Civil. A partir de la signification prévue par ce texte, le maître de l'ouvrage est bien et valablement libéré à l'égard de l'entrepreneur par les paiements qu'il effectue à due concurrence entre les mains du créancier ; par contre, il n'est tenu au paiement que dans la limite des sommes vérifiées et justifiées, conformément aux dispositions du présent marché.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application par les entreprises de la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 dite loi DAILLY.

11.5 GARANTIE DE PAIEMENT DES ENTREPRISES

Le maître de l'ouvrage qui conclut un marché privé de travaux doit garantir à l'entrepreneur le paiement des sommes dues lorsque celles-ci dépassent un seuil fixé par décret en Conseil d'État.

a) Lorsque le maître de l'ouvrage recourt à un crédit spécifique pour financer les travaux, l'établissement de crédit ne peut verser le montant du prêt à une personne autre que celles mentionnées au 3° de l'article 1779 du Code Civil (entrepreneurs notamment), tant que celles-ci n'ont pas reçu le paiement de l'intégralité de la créance née du marché correspondant au prêt. Les versements se font sur l'ordre écrit et sous la responsabilité exclusive du maître d'ouvrage entre les mains de la personne ou d'un mandataire désigné à cet effet.

b) Lorsque le maître d'ouvrage ne recourt pas à un crédit spécifique ou lorsqu'il y recourt partiellement, et à défaut de garantie résultant d'une stipulation particulière, le paiement est garanti par un cautionnement solidaire consenti par un établissement de crédit, une entreprise d'assurance ou un organisme de garantie collective, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. Tant qu'aucune garantie n'a été fournie et que l'entrepreneur demeure impayé des travaux exécutés, celui-ci peut surseoir à l'exécution du contrat après mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de quinze jours.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux marchés conclus par un organisme visé à l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation mixte (SA HLM et SAIEM), pour des logements à usage locatif aidés par l'État et réalisés par cet organisme ou cette société.

Les dispositions de l'alinéa a) ci-dessus sont applicables au sous-traitant agréé qui remplit les conditions édictées au présent.

11.6 REFACTION

Hormis les réductions du prix global du marché, en vertu d'application de pénalités selon les modalités définies à l'article 8.4 ou de mise en régie selon les modalités de l'article 12.1 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage peut appliquer une réfaction sur le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant dans les conditions suivantes :

11.6.1 Non respect des performances

Dans le cas où les mesures et contrôles prévus à l'article 8.1.2 du CCAPC permettent de constater que les performances atteintes sont inférieures à celles prévues au marché, et après mise en demeure restée infructueuse que l'entrepreneur se refuse d'intervenir ou qu'après intervention les résultats ne soient toujours pas conformes aux spécifications du marché, il sera appliqué sur les créances de l'entrepreneur une réfaction d'un montant égal à la diminution des subventions et la perte des loyers sur la durée du conventionnement passé avec l'État, étant précisé que les performances fixées au marché sont celles pour lesquelles le Maître d'Ouvrage s'est engagé auprès de l'Administration lors du dépôt de la demande de financement aidé par l'État, dans les conditions fixées par les décrets et arrêtés en vigueur.

Cela ne concerne pas les performances acoustiques qui devront en tout cas être respectées.

Dans le cas d'entrepreneurs séparés, la réfaction est répartie au prorata des montants des marchés, sauf dans le cas où il est avéré que seul(s) certain(s) entrepreneur(s) est (sont) responsable(s) de la non conformité au marché.

11.6.2 Non production d'attestation d'assurances

Dans le cas où l'entrepreneur ne peut produire une attestation des polices d'assurances qu'il doit contracter en vertu de l'article 9.2 du présent CCAP et après mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'Ouvrage peut décider de payer directement les primes à la compagnie d'assurance de son choix et d'en imputer le montant majoré de 10 % pour frais administratifs sur les sommes dues à l'entrepreneur.

11.7 DIVERSES DISPOSITIONS FINANCIERES

11.7.1 Primes pour avance

Il n'est pas prévu de primes pour avance.

11.7.2 Renonciation à recours

L'entrepreneur renonce à toute réclamation financière ou de quelque nature que ce soit portant sur l'allongement des délais trouvant son origine notamment :

- les métrés éventuels
- l'existence et le déroulement concomitant du chantier de VRD
- les sujétions de chantier de quelque nature qu'elles soient, et notamment la tenue des sols avant ou après minage ou terrassement, à l'exception des sujétions naissant de la découverte de cavernes.- d'éventuels défauts de raccordement entre les lots du marché objet du présent C.C.A.P., ou entre le présent marché et le marché de VRD évoqué plus haut, l'ensemble du marché étant considéré comme un tout cohérent, dont la finalité est la livraison de bâtiment conforme à sa destination.

Cette renonciation à recours s'entend quel que soit le cadre juridique dans lequel l'entrepreneur pourrait se placer relevant du présent C.C.A.P.

12 DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 RESILIATION - MISE EN REGIE

12.1.1 Résiliation

Le marché ou, dans le cas d'entrepreneurs groupés, la part afférente à l'un quelconque des entrepreneurs peut être résilié(e) de plein droit, au gré du maître de l'ouvrage, sans que l'entrepreneur ou ses ayant droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- En cas de décès de l'entrepreneur, sauf droit pour le maître de l'ouvrage d'accepter, avec l'accord préalable du mandataire commun dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs, les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur.
- En cas de dissolution de l'entreprise
- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire sauf si, dans le MOIS suivant la demande du maître d'ouvrage, l'administrateur ou le liquidateur décide de poursuivre l'exécution du marché, sauf prorogation dudit délai par le Juge Commissaire dans les conditions de l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985.
- En cas d'incapacité, de fraude, de tromperie grave, constatées par le maître d'œuvre sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux.
- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatés par le maître d'œuvre, si la reprise n'en est pas effectuée HUIT JOURS après réception d'une lettre recommandée valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à DEUX JOURS en cas d'urgence.
- En cas de sous-traité, cession, transfert ou apport du marché sans l'autorisation du maître de l'ouvrage.
- En cas de défaut d'assurance comme indiqué à l'article 9.2.
- En cas de non respect de la législation du travail.
- Enfin, dans tous les autres cas où l'entrepreneur ne s'est pas conformé aux stipulations du marché ou aux ordres écrits qui lui ont été donnés, si l'entrepreneur n'exécute pas les travaux qui lui sont demandés dans le délai de HUIT JOURS à compter du jour de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce délai peut être ramené à DEUX JOURS en cas d'urgence.
- Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'entrepreneur et dont copie est adressée à l'entrepreneur défaillant et, le cas échéant, au mandataire commun provisoire.

12.1.2 Mise en régie

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché après mise en demeure d'y satisfaire par le maître de l'ouvrage, ce dernier peut ordonner l'établissement d'une régie aux frais et risques de l'entrepreneur.

Cette régie peut n'être que partielle. Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois en entraver l'exécution. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Après l'expiration d'un délai d'UN MOIS suivant la notification de la décision de mise en régie, la résiliation du marché peut être décidée.

12.1.3 Conséquences de la résiliation ou de la mise en régie

12.1.3.1 Entrepreneur général

Dans tous les cas de résiliation du marché ou de mise en régie, il est procédé par le maître d'ouvrage, en présence du contrôleur technique et de l'entrepreneur ou de ses ayants droit présents ou dûment appelés, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier de l'entrepreneur.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé et visé par le maître d'ouvrage signé par les parties, visé par le contrôleur technique, auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître de l'ouvrage à chacune des parties.

L'entrepreneur ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au maître de l'ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété de l'entrepreneur. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

L'entrepreneur défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux, etc ...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître de l'ouvrage, dans le délai d'UN MOIS à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par l'entrepreneur d'avoir évacué le chantier dans ce délai, le maître de l'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur doit fournir sans délai le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés, et justifier de la pérennité des garanties souscrites, notamment au regard de la responsabilité décennale susceptible de lui incomber.

Le maître de l'ouvrage peut alors passer un nouveau marché ou ordonner l'établissement d'une mise en régie dans les conditions de l'article 12.1.2 aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant. Les excédents de dépenses seront à la charge de l'entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître de l'ouvrage.

12.1.3.2 Groupement d'entrepreneurs

12.1.3.2.1 Cas général

Dans tous les cas de résiliation du marché ou de mise en régie pour la partie afférente à l'un des entrepreneurs groupés, il est procédé par le maître d'œuvre, en présence du mandataire commun ou du mandataire commun provisoire et du contrôleur technique et de l'entrepreneur intéressé ou ses ayants droit présents ou dûment appelés, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier de l'entrepreneur.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé et visé par le maître d'œuvre signé par les parties, visé par le contrôleur technique, auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître de l'ouvrage à chacune des parties.

L'entrepreneur ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au maître de l'ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété de l'entrepreneur.

La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'experts.

L'entrepreneur défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux, etc ...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître de l'ouvrage, dans le délai d'UN MOIS à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence.

Faute par l'entrepreneur d'avoir évacué le chantier dans le délai imparti, le maître de l'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur défaillant doit fournir sans délai au maître de l'ouvrage, le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés et justifier de la pérennité des garanties souscrites, notamment au regard de la responsabilité décennale susceptible de lui incomber.

12.1.3.2.2 Cas où la résiliation concerne un entrepreneur autre que le mandataire commun

Dans un délai maximum de QUINZE JOURS à compter de la date de la lettre notifiant la résiliation, le mandataire commun doit faire connaître au maître de l'ouvrage, les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance de son cotraitant et présenter dans ce délai un nouvel entrepreneur qualifié et présentant des garanties financières suffisantes pour poursuivre les travaux. Le maître de l'ouvrage peut, s'il l'agrée, contracter avec ce nouvel entrepreneur, par l'intermédiaire du mandataire commun pour les travaux restant à exécuter.

Si aucun entrepreneur nouveau ne s'est proposé dans le délai visé ci-dessus, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément de l'entrepreneur proposé, le maître de l'ouvrage peut traiter avec tout entrepreneur de son choix aux conditions prévues par la législation applicable qu'il débat avec ce dernier ; toutefois, les conditions proposées par cet entrepreneur sont portées à la connaissance du mandataire commun et priorité lui est réservée s'il présente à l'agrément du maître de l'ouvrage, dans un délai de DEUX JOURS, un entrepreneur offrant des conditions au moins équivalentes.

Le nouvel entrepreneur devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent.

Aucune modification ne peut être apportée de ce fait aux obligations des entrepreneurs groupés, notamment en ce qui concerne le coût total des travaux, les délais globaux d'exécution et la nature des travaux objet du marché.

12.1.3.2.3 Cas où la résiliation concerne le mandataire commun

Si la partie du marché concernant personnellement le mandataire commun est résiliée comme il est prévu à l'article 12.1.1 ci-dessus, la notification lui en est faite avec copie adressée à l'entrepreneur ayant le plus gros montant de travaux à exécuter au titre du marché, lequel devient mandataire commun provisoire des entrepreneurs groupés.

Le mandataire commun provisoire remplit la totalité des missions confiées par le présent cahier au mandataire commun, sans qu'il ait toutefois à répondre conjointement et solidairement des autres entrepreneurs. Il reçoit valablement toutes les notifications que le maître de l'ouvrage peut avoir à faire aux entrepreneurs.

Il est tenu de faire connaître au maître de l'ouvrage dans un délai maximum de QUINZE JOURS à compter de la date de la lettre notifiant la résiliation, les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance du mandataire commun, tant en raison de sa mission de mandataire commun qu'en raison des travaux qui lui sont confiés comme entrepreneur.

12.1.3.2.3.1 Remplacement du défaillant en tant qu'entrepreneur.

Le mandataire commun provisoire doit, dans un délai de QUINZE JOURS, présenter un nouvel entrepreneur qualifié et présentant les garanties financières suffisantes pour poursuivre les travaux.

Le maître de l'ouvrage peut, s'il l'agrée, contracter avec ce nouvel entrepreneur, en accord avec le mandataire commun provisoire, pour les travaux restant à exécuter.

Si aucun entrepreneur nouveau n'est proposé dans le délai cité ci-dessus, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément de l'entrepreneur proposé ou à l'acceptation de ses conditions, le maître de l'ouvrage peut traiter, aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant, avec tout entrepreneur de son choix aux conditions qu'il débat avec ce dernier; toutefois, les conditions proposées sont portées à la connaissance du mandataire commun provisoire et priorité lui est réservée s'il présente à l'agrément du maître de l'ouvrage, dans un délai de DEUX JOURS, un entrepreneur offrant des conditions au moins équivalentes.

Le nouvel entrepreneur devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent.

Les excédents de dépenses pouvant résulter de ce nouveau marché seront retenus sur les sommes dues à l'entrepreneur défaillant.

Si aucune solution satisfaisante ne peut être trouvée, le maître de l'ouvrage se réserve, après mise en demeure et sans

formalité judiciaire, la faculté de résilier purement et simplement et sans indemnité l'ensemble du marché pour tous les entrepreneurs.

12.1.3.2.3.2 Remplacement du défaillant en tant que mandataire commun

Dans le même délai de QUINZE JOURS, le mandataire commun provisoire doit présenter à l'agrément du maître de l'ouvrage, un nouveau mandataire commun.

Si aucun mandataire commun n'est proposé dans le délai visé ci-dessus, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément du mandataire proposé, le maître de l'ouvrage peut, après avis du maître d'œuvre, désigner une autre personne même choisie en dehors des entrepreneurs groupés, pour accomplir les missions incombant au mandataire commun en exécution du marché. Les frais pouvant en résulter et la rémunération que le maître de l'ouvrage peut payer à la personne ainsi désignée sont à la charge des entrepreneurs groupés au prorata du montant de leurs lots respectifs.

12.2 ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Le marché n'est soumis ni au droit d'enregistrement, ni au droit de timbre.

12.3 FRAIS DE DOSSIERS

Les frais de reproduction des dossiers de marché, dans la limite de dix exemplaires, sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas d'un groupement, c'est le mandataire commun qui assume ces frais.

Au cas où le maître d'ouvrage souhaite disposer d'un marché original établi en exemplaire unique, les entrepreneurs qui en détiendront une copie certifiée conforme renoncent expressément à invoquer les dispositions de l'article 1325 du code civil et reconnaissent expressément la force probante de ce dossier original unique.

12.4 PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Du seul fait de la signature du marché l'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des travaux et émanant de titulaires de brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce. Il lui appartient, le cas échéant, d'obtenir, à ses frais, les cessions, licences, ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des droits, redevances ou indemnités y afférents. Le Maître de l'Ouvrage ayant le droit, ultérieurement, sans frais, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

En cas d'actions dirigées contre le maître de l'ouvrage par des tiers détenteurs de brevets, licences, modèles, dessins, marques de fabrique ou de commerce utilisés par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit intervenir à l'instance et indemniser le maître de l'ouvrage de tous dommages-intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par lui. Les sommes qui pourraient être dues par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage en application de l'alinéa précédent seront retenues sur les acomptes ou en cas d'insuffisance sur le montant du décompte général et définitif.

12.5 OBJETS TROUVES DANS LES FOUILLES

Sous réserve des droits de l'État :

Le maître de l'ouvrage se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains lui appartenant, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Il se réserve également les objets de toute nature et en particulier les objets d'art qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit. Leur découverte doit être immédiatement signalée par l'entrepreneur au représentant habilité du maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu d'informer son personnel du droit que se réserve ainsi le maître de l'ouvrage.

12.6 CONTENTIEUX ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées amiablement, sont soumises au

Tribunal de Grande Instance du lieu d'exécution des travaux auquel les parties donnent attribution de compétence.

12.7 ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent marché, les entrepreneurs font élection de domicile en leur demeure et siège respectifs.

12.8 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les clauses du présent document l'emportent sur toute clause contradictoire qui pourrait se rencontrer dans les documents plus généraux tels que la norme NFP 03.001 en vigueur à la date du présent C.C.A.P.

Le Maître d'ouvrage

L'entrepreneur